Les hôpitaux de Rennes et leurs cimetières (XI^e-XVI^e siècles) : gestion de la pauvreté, de la maladie et de la mort

The hospitals of Rennes and their graveyards (11th-16th century): managing poverty, illness and death

Laura Gagnard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/abpo/4057>

DOI : 10.4000/abpo.4057

ISBN : 978-2-7535-7720-6

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 18 décembre 2018

Pagination : 7-48

ISBN : 978-2-7535-7718-3

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Laura Gagnard, « Les hôpitaux de Rennes et leurs cimetières (xi^e-xvi^e siècles) : gestion de la pauvreté, de la maladie et de la mort », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 125-4 | 2018, mis en ligne le 18 décembre 2020, consulté le 01 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/4057> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.4057>

Les hôpitaux de Rennes et leurs cimetières (XI^e-XVI^e siècles) : gestion de la pauvreté, de la maladie et de la mort

Laura GAGNARD

Technicienne de fouille et anthropologue en archéologie préventive

« J'ai eu faim, et vous m'avez donné à manger ; j'ai eu soif, et vous m'avez donné à boire ; j'étais étranger, et vous m'avez recueilli ; j'étais nu, et vous m'avez vêtu ; j'étais malade, et vous m'avez visité ; j'étais en prison, et vous êtes venus vers moi¹. » Cette phrase aurait pu être prononcée par les malades accueillis au sein des hôpitaux médiévaux. Ces préceptes, auxquels s'ajoute l'ensevelissement des morts au XII^e siècle, évoquent les sept œuvres de miséricorde que tout chrétien devait respecter pour faciliter son accès au Paradis. En tant que maisons d'accueil fondées et gérées à l'origine par des autorités religieuses, les hôpitaux répondaient à ce devoir de charité en offrant les soins spirituels, matériels et corporels aux plus démunis. Ils constituaient ainsi des communautés de soignants et de patients vivant ensemble au quotidien avec comme horizon l'obtention du salut, les uns en tant que personnes charitables offrant une partie de leurs biens ou de leur temps aux nécessiteux, les autres en tant que *pauperes Christi* assimilés au Christ². Les indigents se partageaient ainsi les lits disponibles avec les malades et les *peregrini* (pèlerins et voyageurs) tandis que le personnel, religieux ou laïque, salarié ou bénévole, s'engageait au dévouement et à une régularité religieuse, contrairement aux médecins, barbiers-chirurgiens, sages-femmes et apothicaires, qui passaient dans les locaux en fonction des besoins³. L'étude des hôpitaux médiévaux est d'abord le fait des éru-

1. *Évangile selon Matthieu*, chapitre 25, versets 35-36 (traduction de la Bible par Louis SEGOND).

2. Le fondement de la pensée charitable médiévale repose sur cette phrase de Jésus : « Je vous le dis en vérité, toutes les fois que vous avez fait ces choses à l'un de ces plus petits de mes frères, c'est à moi que vous les avez faites » (*Évangile selon Matthieu*, chap. 25, verset 40).

3. MOLLAT, Michel, « Floraison des fondations hospitalières (XII^e-XIII^e siècles) », dans IMBERT, Jean (dir.), *Histoire des hôpitaux en France*, Toulouse, Privat, 1982, p. 55-60 ; MOLLAT, Michel, « Vie quotidienne dans les hôpitaux médiévaux », *Ibidem*, p. 113-116 ; SAUNIER,

dits locaux et des historiens de l'Église, qui retracent leur histoire et analysent leur architecture en exploitant les archives hospitalières. À Rennes, des historiens tels que Arthur Le Moyne de La Borderie, Émile Ducrest de Villeneuve, Paul de la Bigne Villeneuve ou Paul Banéat révèlent la présence d'hôpitaux à l'époque médiévale. Les Archives départementales conservent de nombreux documents de Paul de la Bigne Villeneuve sur ce sujet, qu'il s'agisse de copies d'actes ou de notes personnelles⁴. Par ailleurs, le *Pouillé historique de l'archevêché de Rennes*, publié par l'abbé Guillotin de Corson entre 1880 et 1886, indique les dates de fondation, les fondateurs, la localisation et de quel établissement ecclésiastique dépendent les hôpitaux.

Ce n'est cependant que dans la seconde moitié du xx^e siècle que des travaux de synthèse sur les établissements hospitaliers de Rennes sont menés. Un premier article de Jean-Charles Sournia⁵ résume ainsi les informations générales connues pour chaque établissement, tandis qu'une publication de Paul Charloix⁶ offre une bonne synthèse des connaissances sur les hôpitaux rennais, tout en les replaçant dans leur contexte historique. Ce renouveau correspond au développement d'une histoire plus scientifique et moins romancée que le courant « romantique » du xix^e siècle, dans le sillage de l'« histoire totale » souhaitée par les *Annales*. L'hôpital est dorénavant envisagé comme un acteur incontournable de la vie économique et sociale d'une localité.

Actuellement, diverses disciplines (histoire, géographie, archéologie) travaillent conjointement pour étudier le fonctionnement de l'assistance au sein d'un espace géographique cohérent (commune, département, région)⁷. Ainsi, les archives historiques témoignent de la fondation des établissements et de leur vie quotidienne, tandis que la géographie étudie leur emplacement et leur environnement. L'archéologie apporte par ailleurs des données sur les objets utilisés, l'architecture et la configuration des bâtiments, la nourriture consommée ou la population. C'est dans ce courant le plus récent que s'inscrit notre recherche, dont l'objectif est de localiser et d'étudier les hôpitaux rennais au Moyen Âge à travers différentes sources, tout en posant la question de la gestion de la mortalité dans ces établissements.

Annie, « *Le pauvre malade* » dans *le cadre hospitalier médiéval, France du Nord, vers 1300-1500*, Paris, éditions Arguments, 1993, p. 118-119.

4. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 F 186-190, 193-198, 260, 292, 299.

5. SOURNIA, Jean-Charles, « Histoire des hôpitaux de Rennes », *Histoire des Sciences Médicales*, n° 7, 1973, p. 181-224.

6. CHARLOIX, Paul, *Charité, hospitalisation, assistance à Rennes du Moyen Âge à la Révolution*, Rennes, Atelier de reprographie du Centre Hospitalier Régional de Rennes, 1989.

7. MONTAUBIN, Pascal (dir.), *Hôpitaux et maladreries au Moyen Âge : espace et environnement*, Actes du colloque international d'Amiens-Beauvais, 22-24 novembre 2002, CAHMER, Laboratoire d'Archéologie et d'Histoire de l'université de Picardie Jules Verne, 2004 ; LE CLECH-CHARTON, Sylvie (dir.), *Les établissements hospitaliers en France du Moyen Âge au xix^e siècle : espaces, objets et populations*, Actes du colloque de Tonnerre, 4-5 septembre 2008, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 2010.

L'étude de leurs cimetières offre en effet de nouveaux éléments de compréhension, mais très peu sont mis au jour. C'est pourquoi la fouille de l'hôpital Sainte-Anne en 1998, puis de ce que l'on pensait être son cimetière en 2013, a été l'occasion de conduire une recherche plus exhaustive sur les hôpitaux médiévaux de la ville et leurs lieux d'inhumation dans le cadre d'un mémoire de Master 1 Archéologie et Histoire, mené à l'université Rennes 2 sous la codirection de Magali Watteaux⁸ et d'Élodie Cabot⁹.

Le choix de la fourchette chronologique retenue résulte d'une contrainte documentaire : aucune source antérieure au XI^e siècle n'est conservée ; encore ne disposons-nous que de rares données avant le XIII^e siècle, qui marque l'essor et la diversification hospitaliers lors d'une « floraison hospitalière¹⁰ » à travers le royaume de France tout entier. L'image positive des indigents, intercesseurs auprès de Dieu, perdure jusqu'au XVI^e siècle, marquant un point de rupture dans la société. Tandis qu'il offrait jusqu'à des soins aux plus démunis, l'hôpital devient, à la charnière des XVI^e et XVII^e siècles, un lieu d'enfermement des indigents dans le but de les faire travailler, conformément à la pensée humaniste. À Rennes, le XVI^e siècle correspond à la disparition de l'hôpital Sainte-Anne, qui passe alors dans le giron de celui de Saint-Yves, désormais unique établissement encore en activité.

Afin de déterminer si Rennes se démarque ou non de ce qu'on observe classiquement concernant l'accueil et l'assistance des démunis, nous avons donc cherché à identifier le nombre, la fonction, la localisation et l'insertion dans le tissu urbain des hôpitaux rennais du second Moyen Âge, tout en développant l'étude de leurs cimetières, cet aspect n'ayant jamais été abordé pour Rennes.

Prolégomènes historiques et méthodologiques

Allant de la maison bourgeoise léguée comme hospice pour y accueillir quelques indigents à l'hôtel-Dieu, institution urbaine édifiée par de grands seigneurs laïcs ou ecclésiastiques et jouissant généralement d'une chapelle, les maisons-Dieu, rurales ou urbaines, possédaient des infrastructures plus ou moins développées en fonction de leurs revenus¹¹. Dans les hôpitaux les plus importants, la salle des malades était habituellement rectangulaire, les lits alignés entre les piliers, perpendiculairement au mur pour permettre aux malades de suivre les offices célébrés dans l'allée ou sur l'autel de la chapelle. Le sol était dallé pour un meilleur assainissement et la hauteur élevée de la salle comme la présence de grandes baies favorisaient la cir-

8. Maîtresse de conférences en histoire et archéologie médiévales à l'Université Rennes 2.

9. Anthropologue et responsable d'opération à l'Inrap Grand-Ouest.

10. Expression utilisée par Michel Mollat dans son chapitre « Floraison des fondations hospitalières (XII^e-XIII^e siècles) », *Histoire des hôpitaux...*, *op. cit.*

11. Ces types d'hôpitaux sont présentés dans IMBERT, Jean (dir.), *Histoire des hôpitaux...*, *op. cit.*, p. 11-18 et SAUNIER, Annie, « Le pauvre malade »..., *art. cit.*, p. 2, 90-94.

culatation de l'air et de la lumière. Malgré cette attention architecturale pour assainir les lieux, le phénomène de contagion n'était pas encore totalement compris puisque tous les indigents étaient logés en une même pièce, souvent à plusieurs dans le même lit, quelles que soient leurs pathologies (figure 1). Le soulagement des malades se faisait d'abord par la prière, la confession et la communion nécessaires à la purification de leur âme, ainsi que par les soins quotidiens de base : observer une bonne hygiène, recevoir une alimentation saine et dormir au chaud. Les remèdes (breuvages, pilules, onguents, emplâtres) ne venaient qu'ensuite¹².

Figure 1 – Malades au lit à l'hôtel-Dieu de Paris à la fin du Moyen Âge
(Archives de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, AP572, Livre de la vie active de l'hôtel-Dieu de Paris, 1482-1483, p. 167)

D'autres institutions étaient dédiées aux malades en raison de leur mal permanent, à l'instar des aveugles, des infirmes ou des vieillards, ou d'une maladie incurable tels les ergotiques, les pestiférés, les syphilitiques ou les lépreux¹³. Il s'agissait alors d'éviter la surpopulation des hôpitaux ou la propagation des maladies contagieuses. Les léproseries constituaient ainsi des enclos *extra muros*. Des dortoirs ou des loges séparées, une cuisine,

12. SAUNIER, Annie, *Ibidem*, p. 112-114, 157-191.

13. *Ibid.*, p. 13, 66-74, 223-227.

un réfectoire, mais aussi une chapelle, des terres cultivables, un accès à l'eau et un cimetière permettaient l'autarcie de la communauté considérée morte au monde¹⁴. Un dernier type d'hôpital était consacré à l'accueil des pèlerins pour leur permettre de se restaurer et de se reposer au cours de leur voyage. Présents sur les chemins de pèlerinages locaux ou sur ceux à longue distance comme celui de Saint-Jacques de Compostelle, ces hospices étaient souvent situés en dehors des villes, à proximité de lieux privilégiés comme les ponts¹⁵.

Pour Rennes, le récolement des différentes sources établit l'existence de six hôpitaux : la Magdeleine, Saint-Jacques, Saint-Thomas, Sainte-Anne, Saint-Yves et Sainte-Marguerite.

Des sources écrites à caractère principalement économique

Les Archives municipales de Rennes attestent l'existence de trois hôpitaux durant le second Moyen Âge : la Magdeleine, Sainte-Anne et Saint-Yves. Si une dizaine de documents (tous datés d'après 1400) concernent la léproserie¹⁶, la majorité des archives hospitalières porte sur les deux derniers, c'est-à-dire sur les deux principaux établissements de la ville. Tandis que certains concernent leur création et leur gestion, tels que les actes de fondation de Sainte-Anne et de Saint-Yves¹⁷ (voir Annexes 1 et 2), la plupart sont de nature financière ; il s'agit essentiellement de quittances, de comptes ou d'inventaires¹⁸. Semblablement, les Archives départementales d'Ille-et-Vilaine – tant le fonds hospitalier que ceux du clergé séculier et les fonds privés – livrent des informations essentiellement sur ces deux hôpitaux¹⁹. S'agissant en revanche des hospices Saint-Thomas et Saint-Jacques, les seules informations provenant des Archives départementales se trouvent dans les notes de Paul de la Bigne Villeneuve²⁰ ; cependant, le collège de Rennes et le couvent des Cordeliers, qui les ont remplacés par la suite, ont laissé des fonds conservés aux Archives municipales. Mais si la transformation du premier en collège a légué quelques délibérations, le second n'a

14. GUILLON, Mark, GRÉGOIRE, Vincent, JEANNE, Damien, « Histoire, archéologie et anthropologie d'une léproserie et de ses morts : Putot-en-Bessin », dans TOUATI, François Olivier (dir.), *Archéologie et Architecture Hospitalières de l'Antiquité tardive à l'aube des temps modernes*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2004, p. 53-59.

15. PÉRICARD-MÉA, Denise, « L'architecture des hôpitaux de pèlerinage au Moyen Âge », *Ibidem*, p. 35-44.

16. Arch. mun. de Rennes, GG 330.

17. Arch. mun. de Rennes, GG 317 (1358). Je tiens à remercier Emmanuel Grélois pour son aide concernant la traduction de cet acte en latin.

18. Arch. mun. de Rennes, GG 327, DD 113 et 1 O 478 (Sainte-Anne) ; GG 317-319, 335 (Saint-Yves). Les liasses isolées 1016 et 1083 conservent des comptes communs aux deux hôpitaux.

19. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 2 H dépôt, Rennes (fonds hospitalier comportant plus de 500 actes concernant Saint-Yves et parfois Sainte-Anne) ; 1 G 2/2 (privilèges) ; 1 F 81, 193-196, 260, 299 (notes d'érudits).

20. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 F 186-188 (Saint-Jacques), 190 (Saint-Thomas).

livré que des informations relatives à l'établissement franciscain²¹. L'hôpital Sainte-Marguerite n'est quant à lui mentionné que dans des documents de l'époque moderne conservés aux Archives départementales²².

Les sources écrites conservées sont très diverses. Les actes de fondation, compilant les statuts rédigés par les fondateurs des établissements, régissent la création et le fonctionnement des hôpitaux. D'autres documents rédigés par les gardiens des hôpitaux évoquent la vie quotidienne. Consistant surtout en quittances ou en comptes, ils livrent de précieuses informations sur les recettes (dons, ventes), les dépenses alimentaires et la rémunération du personnel. Enfin, certains actes constituent indirectement des sources sur les établissements hospitaliers, à l'instar des testaments (legs d'argent ou de biens), des privilèges et bénéfices ecclésiastiques évoquant des chapelles, ou encore des actes du parlement de Bretagne ou de la municipalité de Rennes destinés à soutenir les hôpitaux. De nature principalement financière et concernant essentiellement les principaux établissements, ces documents n'apparaissent néanmoins qu'à partir du ^{xiii}^e siècle. Les cimetières d'hôpitaux ne sont quant à eux évoqués qu'en cas de problème de gestion (travaux, destruction) ou comme point de repère pour localiser une parcelle dans un quartier ; rares sont les registres de décès en milieu hospitalier.

Des sources iconographiques et planimétriques rares

Les hôpitaux font rarement l'objet de représentations figurées au Moyen Âge. Il faut attendre la fin du ^{xv}^e siècle, voire le ^{xvi}^e siècle, pour découvrir les premières illustrations des grands hôpitaux de Paris. Aucune image des hôpitaux de Rennes n'a été relevée pour notre période d'étude. Seules des gravures (figure 2), des cartes postales et des photographies²³ figurant les chapelles Sainte-Anne et Saint-Yves à l'époque contemporaine ont été trouvées, ainsi que quelques plans de construction²⁴.

Quelques sources planimétriques ont été analysées. Malgré leur réalisation postérieure à la période étudiée, les informations des plans anciens et du cadastre napoléonien²⁵ ont été compilées pour localiser au mieux les hôpitaux et leurs cimetières.

21. Arch. mun. de Rennes, GG 281 (collège Saint-Thomas), 293 (Saint-Jacques), 294 (couvent des Cordeliers).

22. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 G 48/1 et 1 F 197.

23. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 4 J 238-21 (Sainte-Anne), 6 Fi Rennes-614 (Saint-Yves).

24. Arch. mun. de Rennes, 2 Fi 728, 2 Fi 4438 et 1 O 478.

25. Arch. mun. de Rennes, 1 Fi 3, 18, 42, 43, 44, 48, 58, 107 ; Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, cadastre napoléonien de Rennes, G/2, sections A5, A6, B2, C1 et C3 ; BNF, GE C-1431 et GE D-9064 (plans de Rennes).

Figure 2 – Hôtel-Dieu Saint-Yves (à gauche) et chapelle Sainte-Anne (à droite) (Lithographies de H. Lorette dans DUCREST DE VILLENEUVE, Émile, Souvenirs de Rennes, Rennes, Ambroise Jausions, s.d. [1841])

Des sources archéologiques limitées par les contraintes des fouilles préventives

L'archéologie peut apporter des informations sur des points que les sources archivistiques laissent dans l'ombre, qu'il s'agisse de l'organisation architecturale, du mobilier utilisé ou encore de la vie quotidienne dans les hôpitaux. L'anthropologie biologique permet en outre de caractériser la population présente et les maladies qui l'ont affectée et de saisir comment sont gérés les décès et la politique sanitaire des établissements de soin. L'archéologie offre ainsi une meilleure compréhension de la société et du phénomène de l'assistance. Malheureusement, l'apport de données dans ce domaine est encore récent, grâce essentiellement à l'activité de l'archéologie préventive. En effet, très peu de fouilles programmées concernent des sites hospitaliers ou leurs cimetières²⁶. L'archéologie préventive ne pallie qu'en partie ce manque, du fait des conditions d'aménagement très contraintes²⁷. Ainsi, le caractère exceptionnel de la découverte d'un site hospitalier justifie que l'on y porte une attention particulière. La rareté de ces données explique que les synthèses archéologiques sur le sujet restent rares, les études publiées à l'issue de colloques relevant majoritairement de la monographie de site.

S'agissant de Rennes, nous avons pris en considération toutes les opérations archéologiques menées à proximité des hôpitaux identifiés. Ont ainsi été utilisées les données d'un diagnostic et d'une fouille ayant eu lieu

26. Seule la fouille de la léproserie d'Aizier nous est connue, sous la direction de Marie-Cécile Truc (1998-2008) et de Cécile Niel (2009-2010).

27. Surface et profondeur déterminées, temps limité, présence de réseaux techniques (eau, gaz, électricité).

à l'emplacement de l'ancien hôpital Sainte-Anne et de son cimetière²⁸, mais également les données d'une surveillance de travaux et de sondages menés en 1993 à l'emplacement de l'ancien hôpital Saint-Yves et de sa chapelle²⁹. Le rapport d'opération de la fouille de la place Sainte-Anne, paru en juin 2016, a apporté de nouvelles informations quant à la population inhumée dans le cimetière partiellement fouillé³⁰.

Chronologie et cartographie du réseau hospitalier rennais : une histoire conforme au schéma général, avec quelques spécificités rennaises

Un réseau né au x^e siècle

L'hôpital du Moyen Âge reprend les cadres hospitaliers de l'antiquité tardive, que le code de Justinien avait placés sous tutelle des évêques. Le x^e siècle marque toutefois un renouveau : le secours apporté aux pauvres s'apparente alors à un don offert au Christ lui-même et permet donc le salut. Les legs se multiplient alors, ces actes de charité devenant un devoir social pour les plus fortunés. Il s'agit alors, pour les gérants et les protecteurs ecclésiastiques comme pour les bienfaiteurs laïcs, de faire preuve de miséricorde envers les plus démunis qui, en entrant à l'hôpital et ramenés dans le giron spirituel de l'Église, sont lavés de leurs péchés.

La chapelle de la léproserie de la Magdeleine aurait été fondée dans la paroisse de Toussaints par les vicomtes de Rennes dès le x^e siècle³¹. Était-elle déjà associée à une maladrerie³²? Quoi qu'il en soit, l'établissement, connu à l'époque sous le vocable de Saint-Lazare³³, n'est pas mentionné

28. POUILLE, Dominique, LE CLOIREC, Gaëtan (dir.), *Rennes, métro V.A.L., sondages archéologiques, 1992*, Rennes, DRAC, SRA Bretagne, 1992, p. 2-30; POUILLE, Dominique (dir.), *Rennes. Fouilles du métro V.A.L., station place Sainte-Anne, 1998*, Document final de synthèse, Rennes, AFAN, SRA Bretagne, 1998-2000, 8 vol.

29. LEBOUTEILLER, Patrick (dir.), *Rennes, Déversoir de la rue Le Bouteiller. Surveillance archéologique des travaux sous contrôle du Service Régional de l'Archéologie, février 1993*, Rennes, DRAC, SRA Bretagne, 1993. PANNETIER, Yannick (dir.), *Chapelle Saint-Yves. Rapport de sondages 16 novembre 1993-30 novembre 1993*, Rennes, Ministère de la Culture et de la Francophonie, SRA Bretagne, 1993.

30. POUILLE, Dominique (dir.), *Rennes. Métro ligne B, Station place Sainte-Anne. De la ville antique à l'Hôpital Sainte-Anne*, Rapport Final d'Opération, Rennes, Inrap Grand-Ouest, 2016.

31. Un acte du terrier de la seigneurie de Vitré, par Gilles du Verger, sieur de Gohy, procureur fiscal de la vicomté de Rennes, évoquerait la chapelle de la Magdeleine, devenue hôpital des Ladres vers 992. Voir GUILLLOTIN DE CORSON, *Pouillé historique de l'archevêché de Rennes*, tome III, livre V, Rennes, Fougeray; Paris, Haton, 1880-1886, 6 tomes, p. 314-315.

32. Le mouvement de création des léproseries daterait en effet des x^e-xii^e, voire du x^e, siècles pour les plus précoces (SOURNIA, Jean-Charles, TREVIEN, Michel, « Essai d'inventaire des léproseries en Bretagne », *Annales de Bretagne*, t. 75, n° 2, 1968, p. 318).

33. La chapelle et la rue y menant étaient nommées « *Capella Sancti-Lazari* » et « *vicus Sancti-Lazari* ». C'est apparemment après sa reconstruction en 1489 qu'elle passa sous le patronage de Sainte-Magdeleine : LA BIGNE VILLENEUVE, Paul DE, « Mémoire en réponse à la question suivante : Signaler et décrire les édifices religieux et civils élevés dans le dépar-

avant les bulles pontificales d'Alexandre III en 1164 et d'Innocent III en 1208³⁴. Toutes deux citent une chapelle consacrée au service religieux de la léproserie située au sud de la ville. Une « maison des hôtes » est également évoquée par Julien Bachelier dans sa thèse. Localisée *extra muros* près des Portes Mordelaises, elle a probablement été détruite lors de la réhabilitation de la muraille antique par Pierre de Dreux dans les années 1220³⁵.

Le mouvement de fondation des hôpitaux se poursuit avec ampleur aux XII^e et XIII^e siècles. Souhaitant imiter les seigneurs, la bourgeoisie urbaine est à l'origine de nombreuses fondations hospitalières, ces dernières restant néanmoins à la charge de communautés religieuses³⁶. À Rennes, les hôpitaux Saint-Thomas et Saint-Jacques voient le jour à cette époque, mais l'intervention de la bourgeoisie rennaise ne transparaît que plus tard, au XIV^e siècle, avec la fondation de l'hôpital Sainte-Anne. La date de fondation et les fondateurs de la maison-Dieu Saint-Thomas nous restent inconnus. Un prieuré existait dans la paroisse de Toussaints dès le XI^e siècle³⁷, mais les activités hospitalières n'apparaissent qu'à partir du XIII^e *via* la mention de frères aumôniers³⁸. Un acte de 1388 révèle son statut en mentionnant un « prestre administrateur de la meson-Dieu de Saint-Thomas près Rennes³⁹ ». Un autre établissement est évoqué dans les sources écrites du XIII^e siècle : l'hospice Saint-Jacques, situé en dehors des murs de la vieille ville. Peu d'informations ont été conservées concernant cet hôpital, car les archives des cordeliers, auquel il est offert par les ducs de Bretagne en 1240 pour l'installation de leur couvent⁴⁰, ont brûlé au XVI^e siècle. Un acte de 1213 mentionne cependant la création d'une maison-Dieu, évoquée de nouveau en 1231⁴¹. Bien que l'acte n'indique aucun vocable, il semble s'agir de Saint-Jacques, rapidement remplacé par le couvent cordelier. Les frères

tement d'Ille-et-Vilaine du XI^e à la fin du XVI^e ? », *Bulletin archéologique de l'Association bretonne*, deuxième partie : Mémoires, vol. 2, Rennes, Verdier ; Paris, Didron, 1850, p. 146-147.

34. LA BIGNE VILLENEUVE, Paul DE, « Cartulaire de l'Abbaye de Saint-Georges de Rennes », *Bulletin et Mémoires de la Société Archéologique du Département d'Ille-et-Vilaine*, n° 10, 1876, p. 41 ; GUILLOTIN DE CORSON, *Pouillé historique...*, *op. cit.*, p. 313-316.

35. BACHELIER, Julien, *Villes et villages de Haute-Bretagne : les réseaux de peuplement (XI^e-XIII^e siècles)*. Thèse de doctorat en histoire, Université Rennes 2, 2013, p. 190, 329, 359.

36. MOLLAT, Michel, « Floraison des fondations... », *art. cit.*, p. 51-52.

37. *Bulletin et Mémoires de la Société Archéologique d'Ille-et-Vilaine*, t. XXV, Rennes, Marie Simon et C^{ie}, 1896, p. XX-XXI.

38. Cartulaire de Saint-Melaine, f° 103 v° : « *fratres eleemosinarios Sancti Thome Redonensis* », REYDELLET, Chantal, CHAUVIN-LECHAPTOIS Monique, BACHELIER, Julien (éd.), *Cartulaire de Saint-Melaine de Rennes suivi de 51 chartes originales*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, n° 158, p. 219 (cité dans GUILLOTIN DE CORSON, *Pouillé historique...*, *op. cit.*, p. 321).

39. Acte d'aveu au vicomte de Rennes de 1388, cité par GUILLOTIN DE CORSON, *Ibidem*, p. 321-322.

40. LA BIGNE VILLENEUVE, Paul DE, « Cartulaire de l'Abbaye de Saint-Georges ... », *art. cit.*, 1850, p. 114.

41. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 5 G 12 et 14. Voir : LA BORDERIE, Arthur, *Recueil d'actes inédits des ducs et princes de Bretagne (XI^e, XII^e, XIII^e siècles)*, Rennes, Catel, 1888, n° 84, p. 157 et n° 105, p. 175-176.

mendiants devaient en effet au départ « desservir, à titre de chapelains et aumôniers, l'église de l'hôpital Saint-Jacques, ainsi appelé parce qu'on y recevait les pèlerins qui se rendaient à Saint-Jacques-de-Compostelle, en Galice, ou qui en revenaient⁴² ».

Apogée du réseau aux XIV^e et XV^e siècles

En 1311, le concile de Vienne s'appliqua à réorganiser la gestion hospitalière face à de trop nombreux détournements et manquements. L'administration des établissements de charité passa à la charge de bourgeois compétents en gestion financière, assermentés et rendant des comptes, avec, toutefois, toujours un agrément épiscopal⁴³. Rennes ne fit certainement pas exception puisque c'est à cette époque qu'ont été créés par des laïcs les deux principaux hôpitaux de la ville, Sainte-Anne et Saint-Yves, ainsi que l'hospice Sainte-Marguerite. Le premier a été fondé en 1340, par dix riches confréries de métiers, à côté de l'église paroissiale Saint-Aubin, sous l'égide du couvent de Saint-Melaine⁴⁴ (voir Annexe 1). Des laïcs l'administrant, des desservants y célébraient les offices dans la chapelle et assistaient les patients. L'acte de fondation précise que cet hôpital accueillait non seulement les malades, mais aussi les pèlerins, notamment ceux de Saint-Méen⁴⁵. La partie nord de l'enclos abritait la salle des malades et la chapelle, que les fouilles n'ont pas découvertes, mais aussi les cuisines et les salles du personnel, citées dans des actes du XVI^e siècle et partiellement mises au jour lors des fouilles de 1998. À l'exception d'une cave semi-enterrée accolée au bâtiment principal, transformée en latrines, l'état des vestiges n'a pas permis de déterminer la fonction de ces pièces, dont les murs porteurs auraient pu supporter des cheminées et supposent la présence d'un étage. Un mur situé à l'est de cette cave divisait en deux la fosse d'une ancienne carrière afin de séparer les rejets des latrines au nord d'un espace dédié à la récupération de l'eau de pluie au sud. Un grand bâtiment de 75 m² à étage et aux murs étanchéifiés devait accueillir une buanderie, avant de finalement servir de fosse dépotoir et de latrines au XVI^e siècle⁴⁶. Les archives expliquent par ailleurs l'absence de vestiges à l'est de l'enclos, l'espace non bâti abritant un jardin, un verger, une soue et le cimetière⁴⁷ (figure 3).

42. LA BORDERIE, Arthur, LA BIGNE VILLENEUVE, Paul DE (dir.), *Mélanges d'histoire et d'archéologie bretonnes*, tome premier, Rennes, Catel et C^{ie}, Paris, Victor Didron, 1855, p. 65-66.

43. MOLLAT, Michel, « Dans la perspective de l'au-delà (XIV^e-XV^e siècles) », dans IMBERT, Jean (dir.), *Histoire des hôpitaux...*, *op. cit.*, p. 69-74 et 91-95.

44. Arch. mun. de Rennes, GG 327 (copie de l'acte de fondation de décembre 1340); Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 F 196 (copie complétée par M. de la Bigne Villeneuve).

45. Arch. mun. de Rennes, GG 327 (copie de l'acte de fondation de décembre 1340, f^o 1^{vo}; acte du 27 juin 1626).

46. POUILLE, Dominique (dir.), *Rennes. Métro ligne B...*, *op. cit.*, 1998-2000.

47. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 4 H 15 (10 novembre 1419), 2 H dépôt, 453 (compte de 1561) et 454, f^o 11 v^o-12 (compte de 1591); Arch. mun. de Rennes, DD 113 (15 janvier 1495 n. st.) et GG 317 (14 septembre 1565).

Figure 3 – Hypothèse de restitution du quartier au XV^e siècle d'après les connaissances actuelles (© A. Desfonds, Inrap; *POUILLE, Dominique (dir.), Rennes. Métro ligne B, Station place Sainte-Anne. De la ville antique à l'Hôpital Sainte-Anne, Rapport Final d'Opération, Rennes, Inrap Grand-Ouest, 2016, vol. 2, p. 440 [annotations personnelles ajoutées]*)

Malgré la présence de tous les éléments nécessaires à un établissement important, la capacité d'accueil de l'hôpital Sainte-Anne était limitée à une trentaine de lits⁴⁸. Au XV^e siècle, face aux difficultés liées à la peste et à la guerre de Succession, la ville doubla ses dotations à l'hôpital. Des travaux furent réalisés sur les latrines et les égouts, le pavement, mais également pour la construction de la buanderie (jamais achevée) et la reconstruction de la chapelle⁴⁹. La fouille de la fosse dépotoir située au centre de l'enclos hospitalier a révélé des ustensiles de cuisine, des éléments vestimentaires (fragments d'étoffe et de cuir, épingles, perles, anneaux, enseignes de pèle-

48. CHARLOUX, Paul, *Charité, hospitalisation...*, op. cit., p. 10.

49. COZIC, Nicolas, « Étude d'archives », dans *POUILLE, Dominique (dir.), Rennes. Métro ligne B...*, op. cit., 1998-2000, t. 5, p. 20-23.

rinage), mais aussi des outils (peignes, fuseaux, dé à coudre, balais, pelle, massette, moules à objets métalliques), des jeux (billes en bois ou terre cuite, dé en os) et des graffitis (dessins, jeux de marelle sur ardoise, bateaux gravés sur des écuelles en bois), témoignant de la vie quotidienne et des activités pratiquées au sein de l'établissement⁵⁰. Des ossements animaux (bœuf, porc, mouton, poisson) et des restes végétaux (fruits, céréales, plantes sauvages) dévoilent la diversité de l'alimentation et, peut-être, des remèdes à base de plantes. L'utilisation des simples était en effet courante au Moyen Âge et une vingtaine de taxons identifiés possédaient des vertus médicinales (digestives, diurétiques, purgatives, antidiarrhéiques, astringentes entre autres); leur utilisation curative ne peut cependant être prouvée⁵¹. Les analyses menées sur les insectes et parasites ont révélé la consommation d'aliments aujourd'hui considérés comme avariés et la présence de maladies chez les patients⁵². Les parasites intestinaux retrouvés affectaient le système digestif et provoquaient douleurs abdominales, spasmes, nausées et diarrhées. Ils témoignent d'un manque d'hygiène corporelle et alimentaire (absence de lavage des mains, consommation de légumes non lavés, de viande crue ou mal cuite), malgré une alimentation variée et privilégiée.

L'hôpital Saint-Yves fut fondé en 1358 par Eudon Le Bouteiller, prêtre du diocèse de Tréguier, qui donna, pour l'installer, son manoir et ses dépendances situés près de la porte Aivière⁵³. Deux chapelains vivant dans l'hôpital devaient gérer l'établissement et son personnel, rendre des comptes annuels, célébrer les offices dans la chapelle et assister les malades, sous peine de révocation⁵⁴. Le premier gardien fut apparemment le fondateur lui-même⁵⁵. L'acte fut approuvé par l'évêque de Rennes, le chapitre cathédral et le recteur de la paroisse Saint-Étienne où devait être établi l'hôpital⁵⁶. Seul hôpital situé à l'intérieur de la vieille ville, il attira les aumônes et legs dès sa fondation, lui permettant jusqu'au XVI^e siècle de s'agrandir, d'entretenir les communs et de construire une citerne, un bassin et une cuve pour l'eau potable ainsi que des latrines connectées à la Vilaine⁵⁷. En 1453, le duc de Bretagne accorda à l'établissement la possession d'une partie des rives

50. *Ibidem*, t. 4 « Les lots de mobilier d'époque moderne et médiévale ».

51. PRADAT, Bénédicte, « Rapport de l'analyse carpologique du puisard du XVI^e siècle de la place Sainte-Anne à Rennes », POUILLE, Dominique (dir.), *Rennes. Métro ligne B...*, op. cit., t. 6.2 « Études et analyses complémentaires ».

52. ROCQ, Céline, « Rapport archéontomologique », *Ibidem* et BOUCHET, Françoise, « Analyse paléoparasitologique du site archéologique place Ste Anne (XVI^e siècle) à Rennes », *ibid.*

53. Arch. mun. de Rennes, GG 317, f° 1 v° (acte de fondation de l'hôpital Saint-Yves, 8 octobre 1358), voir Annexe 2.

54. Arch. mun. de Rennes, GG 317, art. 1, f° 1v°-2; art. 4, f° 3-4; art. 6, f° 4; art. 7, f° 4-4 v°.

55. Arch. mun. de Rennes, GG 317, art. 20, f° 7.

56. Arch. mun. de Rennes, GG 317, f° 7 et Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 F 193 (copies de l'acte de fondation et des consentements du recteur de Saint-Etienne, de l'évêque de Rennes et du chapitre cathédral).

57. COZIC, Nicolas, « Étude d'archives », art. cit., p. 35-36.

de la Vilaine pour y installer une buanderie⁵⁸. Comme pour Sainte-Anne, les subsides de la ville augmentèrent au XV^e siècle afin que l'hôpital Saint-Yves puisse faire face aux difficultés de la peste et de la guerre de Succession⁵⁹. En 1494, la chapelle fut reconstruite dans un style gothique flamboyant typique de l'époque. C'est cet état que nous pouvons encore aujourd'hui observer en allant à l'office du tourisme de Rennes. La division longitudinale qui séparait la chapelle de la salle des malades se devine encore aujourd'hui à une ligne verticale sur la façade nord⁶⁰.

Concernant le dernier hôpital médiéval de Rennes, peu d'informations subsistent. Le *Livre des Usages de l'Église de Rennes* indique qu'une chapelle fut fondée près du Pont-Saint-Martin par Guillaume de la Motte en 1412 sous le vocable de Sainte-Marguerite⁶¹. Cependant, la Réformation du domaine ducal de 1455 fait mention d'« *ospital* » Sainte-Marguerite : un établissement charitable était donc apparemment accolé à la chapelle⁶². Très peu cité, il devait s'agir d'un petit établissement au rôle mineur. Son emplacement propice à proximité d'un pont et au carrefour des rues Haute et Basse peut laisser penser à un hospice destiné à accueillir les voyageurs et pèlerins voulant entrer dans Rennes plutôt qu'à soigner les malades, ce dont les hôpitaux Saint-Yves et Sainte-Anne s'occupaient déjà. La fin des activités hospitalières de cet établissement reste inconnue. En 1629, un legs testamentaire, finalement rejeté par les héritiers, avait pour objectif la fondation d'un hôpital près du Pont-Saint-Martin⁶³, signifiant que celui de Sainte-Marguerite avait certainement disparu. Paul de La Bigne Villeneuve note par ailleurs que l'acte de réformation du domaine de 1646 ne mentionne aucun hôpital à côté de la chapelle Sainte-Marguerite⁶⁴.

Un processus de centralisation hospitalière à partir du XVI^e siècle

Au XVI^e siècle, les hôpitaux connaissent des difficultés financières et de gestion dans tout le royaume. Les lettres royales du 17 décembre 1543 chargèrent les officiers royaux et les municipalités de la gestion des hôpitaux dorénavant à la place des évêques. Certains furent par ailleurs fermés et d'autres réunis aux établissements principaux pour une meilleure efficacité⁶⁵. Il semblerait que ce soit le cas à Rennes, puisque des six hôpitaux médiévaux connus, seul l'hôtel-Dieu Saint-Yves subsiste à la fin du XVI^e siècle. L'hospice Saint-Jacques est remplacé dès 1240 par le couvent des cordeliers, tandis que la léproserie de la Magdeleine et les hôpitaux Saint-Thomas et Sainte-Anne

58. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 2 H dépôt, 17 (don de Pierre II, duc de Bretagne, le 10 septembre 1453).

59. Arch. mun. de Rennes, GG 317 (quittances).

60. Cozic, Nicolas, « Étude d'archives », art. cit., p. 27-28.

61. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 F 197 (notes sur la chapellenie Sainte-Marguerite).

62. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 2188, f^o 28 r^o.

63. GUILLOTIN DE CORSON, *Pouillé historique...*, op. cit., p. 336-337.

64. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 F 197 (notes sur la chapellenie Sainte-Marguerite).

65. CHARLOUX, Paul, *Charité, hospitalisation...*, op. cit., p. 23.

Figure 4 – Tableau chronologique de l'activité des hôpitaux rennais

	XI ^e siècle	XII ^e siècle	XIII ^e siècle	XIV ^e siècle	XV ^e siècle	XVI ^e siècle
La Magdeleine	X ^e fondation	1164 première mention				1536 arrêt
Saint-Thomas	1000-1020 église		début XIII ^e fonction hospitalière certaine			1534-1536 arrêt
Saint-Jacques			1213 1240 fondation aumônerie Cordeliers			
Sainte-Anne				1340 fondation		1557 rattachement Saint-Yves
Saint-Yves				1358 fondation		1557 seul hôpital de Rennes 1858
Sainte-Marguerite					1412 fondation	XVI ^e ? XVII ^e ? arrêt

disparaissent entre 1536 et 1557, tout comme peut-être Sainte-Marguerite. En ce qui concerne la léproserie, ses revenus semblent s'amenuiser dès le xv^e siècle. Le 1^{er} février 1536 a. st. (1537 n. st.), une délibération de la ville signale la présence dans l'établissement d'un seul malade ⁶⁶, qui pourrait avoir été le dernier lépreux de la ville hébergé à la Magdeleine : aucun document ne garde la trace d'une léproserie après 1536, les actes ne concernant désormais plus que la chapelle. L'année 1536 marqua également la fin des activités de l'hôpital Saint-Thomas. Le prieur céda en effet son bénéfice à la Communauté des bourgeois de la ville pour la fondation d'un collège contre une rente annuelle de 50 livres⁶⁷. Les bâtiments devinrent ainsi le collège Saint-Thomas. Enfin, partiellement ruiné à cause d'un incendie survenu en 1553 et des agissements d'un gardien coupable d'enrichissement personnel et de maltraitance sur les malades, l'hôpital Sainte-Anne passa sous la gestion de l'hôtel-Dieu Saint-Yves en 1557, en vertu d'une décision prise le 11 avril 1556⁶⁸. Tandis qu'ils servaient d'appoint à l'hôtel-Dieu, notamment pour l'accueil des pestiférés⁶⁹, les bâtiments de Sainte-Anne furent vidés en 1566 puis utilisés comme chapelle par la confrérie Saint-Roch et Saint-Eutrope. Loués à des particuliers à partir de 1575, ils tombèrent en ruine après un

66. Arch. mun. de Rennes, GG 330 (1^{er} février 1537 n. st.).

67. Arch. mun. de Rennes, GG 281 ; Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 F 190 (23 décembre 1534).

68. Arch. mun. de Rennes, GG 317 (11 avril 1556) et 327 (acte d'union des deux hôpitaux).

69. Arch. mun. de Rennes, GG 327 (quittance du 10 janvier 1552 n. st.).

incendie en 1584⁷⁰. Il fallut attendre 1590 pour pouvoir reconstruire et relouer certaines des maisons⁷¹. Avec la réunion des deux hôpitaux, la gestion de l'hôtel-Dieu changea et devint laïque. La Communauté de la ville nommait conjointement avec le Chapitre quatre administrateurs qui devaient leur rendre des comptes annuels⁷². Dans un contexte de contrôle plus strict du réseau hospitalier par les autorités municipales, Rennes rassembla ainsi ses établissements en un seul pour une meilleure gestion des soins et des indigents. Cela limitait toutefois la capacité d'accueil et la création de maisons de peste aux Polieux et à la Croix-Rocheron⁷³ (aujourd'hui rue de l'Arsenal) sous le contrôle de l'hôtel-Dieu ne suffit pas. Les comptes de 1583 et 1584 révèlent que ce dernier possédait 82 lits et que le nombre de résidents a varié entre 71 et 128 durant l'année 1584. La capacité aurait alors été limitée à une centaine de résidents, hommes, femmes et enfants⁷⁴.

La multiplication des démunis et leur migration vers les villes inquiétèrent les communautés urbaines. Les mentalités changèrent et la société, tournée vers les idées humanistes valorisant le travail, se mit à rejeter cette population mendicante. Une politique répressive consista alors, à la fin du XVI^e et au XVII^e siècle, à enfermer les mendiants dans des hôpitaux généraux, où l'éducation et le travail étaient la contrepartie de l'accueil⁷⁵ : une distinction nette fut opérée entre les malades accueillis à l'hôpital et les pauvres envoyés à l'hôpital général. À Rennes, l'interdiction de la mendicité⁷⁶ fut suivie d'une restriction du nombre de patients accueillis à l'hôtel-Dieu⁷⁷. Il continua à fonctionner et à s'agrandir au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, passant sous la gestion des sœurs augustines de la Miséricorde de Dieppe en 1644, tandis que le sanitat de la Croix-Rocheron, destiné à enfermer les incurables, devint en 1679 l'hôpital général de la ville⁷⁸. La destruction

70. Arch. mun. de Rennes, GG 317, f° 7 v°-8 (24 novembre 1566); GG 318 (compte des prévôts de 1581 et plainte des prévôts de Saint-Yves le 8 juin 1590); GG 327, f° 2 (sentence de la cour du 23 août 1585).

71. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 2 H dépôt, 454, compte des prévôts de 1590, f° 27-28 (location).

72. Arch. mun. de Rennes, GG 317 (11 avril 1556); GG 318 (prestation de serment du 19 décembre 1577) et GG 327, f° 1 (acte d'union des 21, 29 octobre et 30 décembre 1557).

73. Arch. mun. de Rennes, GG 318 (ordonnance du 5 septembre 1563 et acte du 11 août 1564); GG 317 (8 juillet 1564); Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 F 260, f° 2 (copie d'une ordonnance de la ville du 15 avril 1564) et 2 H dépôt, 10 (don à Saint-Yves de deux chapellenies aux Polieux pour y établir un hôpital des pestiférés, manquant mais inscrit dans l'inventaire).

74. Arch. mun. de Rennes, liasse isolée 1016 (annexes du compte de 1583-1584 concernant les achats de viande, 1584).

75. GUTTON, Jean-Pierre, « Mutations et continuité (XVI^e siècle) », dans IMBERT, Jean (dir.), *Histoire des hôpitaux...*, op. cit., p. 143-145 et 158-160.

76. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 2 H dépôt, 530 (ordonnances de police des pauvres, 9 avril 1597 et 12 février 1598).

77. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 2 H dépôt, 1 (règlement de l'hôpital Saint-Yves, 1612).

78. GUILLOTIN DE CORSON, *Pouillé historique...*, op. cit., p. 327. SOURNIA, Jean-Charles, « Histoire des hôpitaux... », art. cit., p. 188-189. CHARLOUX, Paul, *Charité, hospitalisation...*, op. cit., p. 40-42.

d'une partie des bâtiments de l'hôtel-Dieu Saint-Yves lors de la création des quais de la Vilaine entre 1858 et 1861⁷⁹ et le manque d'hygiène ont conduit à son transfert en 1858 sur les terrains de la Cochardière. La chapelle comme les bâtiments furent vendus à des particuliers. La municipalité racheta en 1981 l'ancien lieu de culte et y installa les premières expositions de l'office du tourisme en 1997.

Rennes a donc connu, comme les autres villes importantes du royaume de France, une « floraison hospitalière », marquée par la multiplication des établissements de soin aux XII^e et XIII^e siècles avant une recrudescence au XVI^e siècle. Cette expansion s'est néanmoins déroulée selon une chronologie différée dans la ville bretonne puisqu'elle n'a commencé qu'au XIII^e siècle avec la création des maisons-Dieu Saint-Jacques et Saint-Thomas, avant d'atteindre son apogée au XIV^e siècle avec la fondation des hôpitaux Sainte-Anne, Saint-Yves et Sainte-Marguerite.

Analyse du réseau hospitalier rennais

Les hôpitaux respectaient généralement certains critères d'installation comme la présence d'eau, indispensable pour la consommation et l'hygiène, ou bien la proximité à des voies et points de passage tels que les portes et les ponts. La plupart des hôpitaux médiévaux restaient *extra muros*, principalement près des portes de la ville, afin d'accueillir les pèlerins ou malades étrangers tout en évitant qu'ils n'entrent dans l'enceinte, par crainte des contagions et de vagabonds en surnombre.

Localisation des établissements hospitaliers

Que ce soit *intra* ou *extra muros*, les hôpitaux s'installaient toujours à proximité de voies. Indiquée sur les parcelles des matrices cadastrales de 1844⁸⁰ et encore visible en 1900⁸¹, la chapelle de la Magdeleine prouve que la léproserie était installée le long d'une artère venant de Nantes au sud de la ville. Elle a d'ailleurs marqué la toponymie voisine puisque cette rue était appelée rue Saint-Lazare, tout comme le faubourg, avant de prendre le nom de la Magdeleine au XIII^e siècle et jusqu'au XIX^e siècle⁸², où elle fut renommée rue de Nantes. Pour s'y rendre, les lépreux devaient passer, au cours d'une cérémonie, le ruisseau du Puits-Mauger, situé au sud des

79. LEBOUTELLIER, Patrick, *Rennes, Déversoir...*, op. cit., p. 16.

80. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, cadastre napoléonien de Rennes G/2 – Section C1 du Colombier et 3 P 2155, tableau indicatif des propriétés foncières, 1844 – Section C, parcelles 11, 15 et 16 à 25.

81. Des images issues de *Rennes et pays de Rennes en 1900* sont visibles sur le site Internet de l'Inventaire de Bretagne (<http://inventaire-patrimoine.region-bretagne.fr/gertrude-diffusion/dossier/leproserie-puis-chapelle-de-la-madeleine/949cd96b-fdec-48c8-969c-74c5ec1e71b8>, consultée le 4 novembre 2017).

82. LEGUAY, Jean-Pierre, *La ville de Rennes au XV^e siècle à travers les comptes des Miseurs*, Paris, Klincksieck, 1968, p. 171. Le plan Périaux de 1829 (Arch. mun. de Rennes, 1 Fi 58) indique que la rue porte encore les deux noms de rue de Nantes et de la Madelaine.

remparts, pour se retrancher dans l'établissement situé *extra muros*⁸³. La courte existence de l'hospice Saint-Jacques, remplacé très rapidement par le couvent des Cordeliers en 1240, explique qu'il n'est figuré sur aucun plan ; seul le couvent suggère donc sa localisation à l'extrémité nord-est de la Ville Neuve délimitée par une enceinte construite entre 1421 et 1448 à l'est de la vieille ville⁸⁴. L'établissement était encadré par la rue Saint-Georges au sud, la rue Saint-François (aujourd'hui rue Hoche) à l'ouest et par l'enceinte et la tour Le Bât au nord-est, avant d'être amputé par la construction de la rue Charles-Dix (actuellement rue Victor-Hugo)⁸⁵. De la même manière, le collège ayant succédé au prieuré Saint-Thomas en 1536 permet de localiser ce dernier près de la porte Blanche dans la Nouvelle Ville au sud-est de Rennes qui fut emmurée entre 1449 et 1476⁸⁶. L'hôpital Saint-Thomas était situé le long de la route principale de la ville basse qui, comme pour la Magdeleine, a pris le nom de l'établissement peu après sa fondation⁸⁷. Orientée est-ouest, cette route passait par la porte Blanche et menait de la vieille ville à Angers⁸⁸. L'hospice Sainte-Marguerite, lié à la chapelle du même nom, était quant à lui situé au croisement de la rue Haute et de la rue Basse (actuelles rues de Saint-Malo et de Dinan), près du pont Saint-Martin⁸⁹. Il était au cœur d'un faubourg fréquenté, les ponts constituant des points de passage au Moyen Âge et la rue Haute étant la principale rue menant à Rennes depuis le nord. À l'autre extrémité de cette rue se situait l'hôpital Sainte-Anne⁹⁰, installé à l'est du chœur de l'église Saint-Aubin, à l'époque orientée est – ouest et localisée au nord-ouest de la place actuelle⁹¹. Séparée de l'église par une ruelle, la chapelle occupait l'angle nord-ouest de l'enclos⁹². Situé opportunément au débou-

83. GUILLOTIN DE CORSON, *Pouillé historique...*, *op. cit.*, p. 315-316. SOURNIA, Jean-Charles, « Histoire des hôpitaux... », art. cit., p. 182. Voir : plan Forestier, 1726 (Arch. mun. de Rennes, 1 Fi 44).

84. MEYER, Jean (dir.), *Histoire de Rennes*, Toulouse, Privat, 1984, p. 100-102. Voir plan d'Argentré, 1618 (Arch. mun. de Rennes, 1 Fi 42).

85. Arch. mun. de Rennes, 1 Fi 44 (plan Forestier, 1726) 1 Fi 48 (plan de la Bove, 1782), 1 Fi 58 (plan de Périaux, 1829).

86. Arch. mun. de Rennes, 1 Fi 42 (plan d'Argentré, 1618), 1 Fi 43 (plan Hévin, 1665), 1 Fi 44 (plan Forestier, 1726), 1 Fi 48 (plan de la Bove, 1782); BnF, GE C-1431 (plan Forestier *fecit*) et GE D-9064 (plan de la ville de Rennes).

87. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 2188, f° 132 r°.

88. LEGUAY, Jean-Pierre, *La ville de Rennes au XV^e siècle...*, *op. cit.*, p. 167, 171.

89. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 2188, f° 28 r°; Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 F 292 et 1 G 48/1 (chapelle Sainte-Marguerite); Bibliothèque des Champs Libres, Ms 0310, planche I_12 (plan tiré du manuscrit ROBIEN, Christophe Paul DE, *Description historique, topographique et naturelle de l'ancienne Armorique*, 1756); Arch. mun. de Rennes, 1 Fi 58 (plan de Périaux, 1829); BnF, GE D-9064 (plan de la ville de Rennes); LA BIGNE VILLENEUVE, Paul DE, « Cartulaire de l'Abbaye de Saint-Georges... », art. cit., 1850, p. 147.

90. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 F 197 (notes sur la chapellenie Sainte-Marguerite) et 1 F 198/5 (extrait du rentier ducal de 1455).

91. Arch. mun. de Rennes, GG 327, f° 1 v° (1340) ; Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 Fi 107 (reconstruction de l'église Saint-Aubin au XIX^e siècle).

92. La ruelle est évoquée dans un acte du 29 mars 1541 (Arch. mun. de Rennes, GG 327) et a été identifiée en fouille (POUILLE, Dominique (dir.), *op. cit.*, 1998-2000, p. 40-42). Voir

ché de la rue Haute, devant la porte aux Foulons⁹³, l'hôpital s'insérait dans un faubourg en développement, desservi par des voies importantes venant de Saint-Malo ou de Dinan et menant à la porte la plus septentrionale de l'enceinte urbaine⁹⁴. Il pouvait accueillir les pèlerins et les malades avant leur entrée dans l'enceinte de la ville, mais aussi recevoir ceux que cette dernière rejetait pour éviter les contagions. Contrairement aux autres, l'hôpital Saint-Yves fut fondé à l'intérieur de la vieille ville, peut-être pour pallier le manque d'établissements en cas de siège⁹⁵. Il était installé au croisement de la rue Saint-Yves et du Port Saint-Yves (actuelle rue Le Bouteiller), à proximité de la cathédrale et du quartier canonial, mais également de l'hôtel de la garde-robe ducal, résidence des ducs de Bretagne, où était semble-t-il conservé le trésor des chartes du duché⁹⁶. Cet emplacement au cœur de la ville, près de la porte Aivière, le long de la Vilaine et de la muraille, facilitait l'accueil des habitants, mais également des étrangers dès leur arrivée dans l'enceinte tout en leur offrant une hygiène quotidienne satisfaisante. La chapelle était orientée selon un axe est – ouest le long de la rue Saint-Yves et l'entrée se faisait probablement sur la rue du Port-Saint-Yves⁹⁷.

Cinq des six hôpitaux se trouvaient ainsi à l'extérieur de la vieille ville. Tandis que la Magdeleine, Sainte-Anne et Sainte-Marguerite étaient situés en dehors des nouvelles enceintes du xv^e siècle, les hôpitaux Saint-Jacques et Saint-Thomas furent quant à eux englobés bien après leur fondation. Les établissements d'accueil étaient en effet régulièrement installés dans les faubourgs afin d'éviter de concentrer les indigents et les malades au sein de la ville. En outre, l'espace disponible y était plus important.

également BnF, GE C-1431 (plan Forestier *fecit*); Arch. mun. de Rennes, 1 Fi 48 (plan de la Bove, 1782) et 1 Fi 18 (plan des baraques et doutes de la Visitation).

93. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 F 198/5 (extrait du rentier de 1455).

94. Arch. mun. de Rennes, 1 Fi 42 (plan d'Argentré, 1618), 1 Fi 43 (plan Hévin, 1665), 1 Fi 44 (plan Forestier, 1726).

95. Rennes a en effet été assiégée par le duc de Lancastre durant la guerre de Succession les deux années précédant la fondation de l'hôpital (PICHOT, Daniel, « La naissance d'une capitale vers 1300-1550 », dans AUBERT, Gauthier, CROIX, Alain, DENIS, Michel (dir.), *Histoire de Rennes*, Rennes, Apogée/Presses universitaires de Rennes, 2010, 2^e édition revue et corrigée, p. 67-70).

96. LA BIGNE VILLENEUVE, Paul DE, « Cartulaire de l'Abbaye de Saint-Georges... », art. cit., 1850, p. 136; Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 2188, f^o 60 v^o; Arch. mun. de Rennes, 1 Fi 42 (plan d'Argentré, 1618), 1 Fi 43 (plan Hévin, 1665), 1 Fi 44 (plan Forestier, 1726), 1 Fi 48 (plan de la Bove, 1782), 1 Fi 58 (plan de Périaux, 1829).

97. Au xvii^e siècle, l'entrée se faisait entre la chapelle et la salle des hommes, rue du Port Saint-Yves (BANÉAT, Paul, *Le Vieux Rennes*, Paris, Le Livre d'histoire, 1999, fac-similé de la 3^e édition : Rennes, J. Larcher, 1926, p. 158-159). Cette organisation pouvait encore se voir au xix^e siècle (lithographie de Hyacinthe Lorette dans DUCREST DE VILLENEUVE, Émile, *Souvenirs de Rennes...*, op. cit.).

Figure 5 – Localisation des hôpitaux médiévaux de Rennes

Un équipement hospitalier suffisant ?

On estime à 12 000 ou 13 000 habitants la population de Rennes au XIII^e siècle⁹⁸. Elle aurait alors possédé un hôpital pour 4 000 habitants, sachant que les trois hôpitaux correspondaient à une léproserie et à deux maisons-Dieu de taille réduite dont l'une (Saint-Jacques) disparut

98. BACHELIER, Julien, *Villes et villages de Haute-Bretagne...*, op. cit., p. 360.

dès 1240. L'équipement hospitalier de la ville de Rennes semble donc fragile au regard d'autres villes françaises. Arles, Aix-en-Provence, Avignon, Narbonne, Marseille, Montpellier ou encore Lille semblaient en effet posséder à cette même époque un équipement hospitalier important, correspondant à environ un établissement pour 1 000 à 1 500 habitants, le plus faible ratio obtenu étant d'un hôpital pour 2 000 à 4 000 habitants dans les villes de Narbonne, Montpellier et Marseille⁹⁹. Cependant, la ville de Rennes, comprimée dans son enceinte de 8 à 9 hectares, conservait encore l'aspect d'un simple bourg, mesurant dans sa plus grande longueur 360 mètres seulement¹⁰⁰, ce qui peut expliquer son relatif sous-équipement. En 1443, la ville comptait 5 909 feux, soit plus de 24 000 personnes¹⁰¹, mais avec cinq établissements hospitaliers, le rapport était toujours d'un hôpital pour 4 000 à 5 000 habitants. Avec 60 à 100 lits, elle était ainsi moins bien pourvue que Nantes et plutôt comparable à Vitré, ville moyenne de Bretagne¹⁰².

La « floraison hospitalière » que l'on observe dans la plupart des villes françaises au XIII^e siècle n'a en fait touché Rennes qu'un siècle plus tard. Ce décalage peut s'expliquer par un développement économique et démographique plus tardif¹⁰³. Au XVI^e siècle, le réseau hospitalier fut cependant totalement modifié avec la disparition et la concentration des établissements hospitaliers en un seul lieu, l'hôtel-Dieu Saint-Yves, selon un schéma connu par ailleurs. Pour prendre un exemple parmi d'autres, à Arles, les hôpitaux apparus au XII^e siècle se multiplièrent durant les XIII^e-XV^e siècles, avant d'être tous regroupés en un seul hôtel-Dieu au cœur de la ville en 1542¹⁰⁴.

Les cimetières d'hôpitaux à Rennes : un terrain de recherche riche d'informations potentielles

La mort à l'hôpital

Diverses maladies ne connaissant pas encore de remède au Moyen Âge étaient responsables de décès. L'absence de registres paroissiaux avant

99. *Ibidem*, p. 360-361. STROBBE, Irène, « Les pauvres et les hôpitaux à la fin du Moyen Âge : un malentendu historiographique ? Une réflexion menée à partir du cas lillois », mise en ligne d'une communication du 4 novembre 2011 dans le cadre du séminaire « Sociétés Médiévales : modèles d'interprétations, pratiques, langages » (ENS Ulm) (http://www.histoire.ens.fr/IMG/file/Menant/Strobbe%20H%C3%B4pitaux%20lillois%204%20nov_%202011.pdf, p. 3-4, consulté le 4 novembre 2017).

100. MEYER, Jean, *Histoire de Rennes...*, *op. cit.*, p. 89-90.

101. Le nombre de feu est fourni par SOURNIA, Jean-Charles, *Souvenirs de Rennes...*, *op. cit.*, p. 184. Un feu est un foyer taillable; on estime qu'il compte 4 à 5 personnes en moyenne. Il faut y ajouter les pauvres et les clercs, exemptés d'impôt.

102. Nantes possédait 140 lits pour une population sûrement semblable et Vitré 20 lits pour 5 000 habitants (CHARLOUX, Paul, *Charité, hospitalisation...*, *op. cit.*, p. 14).

103. MEYER, Jean, *Histoire de Rennes...*, *op. cit.*, p. 91-107.

104. CHAOUI-DERIEUX, Dorothée (dir.), « Les hôpitaux dans l'espace urbain : implantation et développement à partir des données du Centre National d'Archéologie Urbaine », dans LE CLECH-CHARTON, Sylvie, *Les établissements hospitaliers...*, *op. cit.*, p. 64-69.

la deuxième moitié du XVI^e siècle et la rareté des sources mentionnant le nombre de patients accueillis et décédés dans les hôpitaux empêchent toutefois d'établir des taux de mortalité. Afin de faire face à ces décès, les hôpitaux, parce qu'ils appartenaient au patrimoine ecclésiastique au même titre que les chapelles et églises paroissiales, bénéficiaient du *jus funerandi*. Ce droit de sépulture, accordé par bulle pontificale, les autorisait à posséder leurs propres cimetières (mais seuls les principaux hôpitaux en avaient la faculté) ou un secteur réservé dans les cimetières paroissiaux¹⁰⁵. Après avoir été préparé spirituellement à son décès, le mourant était veillé dans une salle isolée, puis sa dépouille était lavée et enveloppée dans un linceul. L'extrême onction était pratiquée en grande pompe, comme l'étaient les communions et les confessions¹⁰⁶. Puisqu'il s'agissait principalement d'indigents, les corps étaient généralement déposés en pleine terre dans un linceul cousu dans une moitié de drap usagé, dans le respect des préceptes chrétiens. Les inhumations étaient individuelles quand cela était possible, sinon multiples, voire en fosse commune lors d'épidémies, mais toujours avec un grand soin dans la disposition des corps¹⁰⁷. L'anthropologie biologique permet d'identifier les populations accueillies et de comprendre la gestion des défunts au sein d'un établissement. Cependant, rares sont les cimetières hospitaliers fouillés. Les découvertes d'hôpitaux sont en effet sporadiques, et tous ne possédaient pas forcément de lieux d'inhumation. En dehors d'études de cas présentées lors de colloques¹⁰⁸, peu de recherches spécifiques existent¹⁰⁹. La rareté des études anthropologiques explique par ailleurs notre méconnaissance des pratiques funéraires en milieu hospitalier. Ce constat, évoqué lors de la découverte du cimetière hospitalier de la

105. IMBERT, Jean., *Histoire des hôpitaux...*, op. cit., 1996, p. 10-11. SAUNIER, Annie, « Le pauvre malade »..., op. cit., p. 196.

106. ALEXANDRE-BIDON, Danièle, *La Mort au Moyen Âge, XIII^e-XVI^e siècle*, Paris, Hachette Littératures, 1998, p. 109-118. DEREGNAUCOURT, Jean-Pierre, *La mort au Moyen Âge, Les hommes et la mort à la fin du Moyen Âge*, Paris, Éditions Jean-Paul Gisserot, 2007, p. 29.

107. SAUNIER, Annie, « Le pauvre malade »..., art. cit., p. 106-107, 195-198. ALEXANDRE-BIDON, Danièle, *Ibid.*, p. 158.

108. BLANCHARD, Philippe, KACKI, Sacha, ROUQUET, Jérôme, « L'établissement hospitalier des X^e-XI^e siècle de la Madeleine à Orléans, essai de caractérisation des espaces et de la population », LE CLECH-CHARTON, Sylvie (dir.), *Les établissements hospitaliers...*, op. cit., p. 301-322. REVEILLAS, Hélène, CASTEX, Dominique, « La gestion des cimetières d'hôpitaux en période de crise épidémique : apports des données bio-archéologiques », *Ibidem*, p. 343-364. *Idem*, « Quels espaces d'inhumation pour les malades ? Traitement funéraire des décès en milieu hospitalier au Moyen Âge et à l'époque moderne », DI MEO, Guy (dir.), *Les espaces de la mort* (Actes du colloque DOC'GEO de Bordeaux, 7 avril 2009), Pessac, Cahiers ADES n° 5, 2010, p. 15-28.

109. ZIEGLER, Laure, *La gestion de la mort dans les Hôtels Dieu du bas Moyen Âge à l'Époque Moderne (XIII^e-XVIII^e siècles), État des connaissances et perspectives de recherche*. Mémoire de master 1 – archéologie. Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2006; REVEILLAS, Hélène, *Les hôpitaux et leurs morts dans le nord-est de la France du Moyen Âge à l'époque moderne. Approche archéo-anthropologique des cimetières des établissements hospitaliers*. Thèse de doctorat en histoire. Bordeaux, Université Michel de Montaigne Bordeaux 3, 2010.

Trinité à Paris¹¹⁰, montre tout l'intérêt de la fouille préventive de la place Sainte-Anne conduite en 2013.

Indices de la présence de cimetières d'hôpitaux à Rennes

Toutes les mentions de cimetières liés à des hôpitaux ont été recherchées dans les sources anciennes. Dans le cas de Sainte-Marguerite, son absence est plausible puisqu'il s'agit d'un petit établissement probablement dédié aux pèlerins. À l'inverse, l'absence de mention de lieu d'inhumation pour la léproserie de la Magdeleine est plus étonnante. En effet, ces établissements vivaient en communauté close et possédaient généralement leur propre cimetière pour éviter toute contagion. Toutefois, les sources sont peu nombreuses et aucune n'évoque l'organisation de l'établissement. Peut-être en existait-il un, mais sa mémoire s'est alors perdue. Concernant l'hôpital Saint-Jacques, bien que rapidement remplacé par le couvent des cordeliers, le souvenir d'un cimetière et d'une croix « fort ancienne » a longtemps perduré au niveau de la place du Parlement¹¹¹. Il s'agissait en fait du cimetière conventuel, détruit au XVIII^e siècle¹¹². Pour l'hôpital Saint-Thomas, le cimetière du prieuré est mentionné en 1426-1427 et en 1449¹¹³. Destinés à l'inhumation des religieux de la communauté, ces cimetières ont peut-être également accueilli des indigents sans qu'on puisse le prouver, les défunts ayant également pu être inhumés dans le secteur réservé d'un cimetière paroissial. L'hôtel-Dieu Saint-Yves aurait quant à lui possédé son propre cimetière assez tardivement. Mentionné par la Réformation du domaine de 1455, il fut certainement établi en 1447, deux actes évoquant l'utilisation d'un jardin offert à l'hôpital « pour faire ung cimetiere pour mectre et ensepulturez les corps des personnes qui pour les temps advenir decepdront audit hospital et meson Dieu¹¹⁴ ». Figuré sur deux plans du début du XVIII^e siècle¹¹⁵, il était situé à l'ouest de la chapelle, de l'autre côté de la rue¹¹⁶. D'après Paul Banéat¹¹⁷, il aurait été situé derrière les 22-28 quai

110. Communiqué de l'Inrap du 27 février 2015, mis à jour le 4 août 2016 : [<http://www.inrap.fr/les-surprises-des-sous-sols-du-boulevard-sebastopol-paris-archeologie-du-5392>].

111. Arch. mun. de Rennes, FF 250 (actes de janvier 1615, octobre et novembre 1616 et mars-avril 1618) ; 1 Fi 43 (plan Hévin, 1665).

112. Arch. mun. de Rennes, GG 294, f° 1v° (actes du 10 février 1727 et du 25 mars 1727) ; Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 F 188 (copie d'un acte à propos de l'ancien cimetière du couvent).

113. LEGUAY, Jean-Pierre, *La ville de Rennes au XV^e siècle...*, op. cit., p. 125, Arch. mun. de Rennes, DD119, quittances des indemnités reçues par les particuliers pour leurs maisons et terrains pris pour les fortifications de la porte Blanche, 1449-1490, f° 57 v° (BANÉAT, Paul, *Le Vieux Rennes...*, op. cit., p. 251) ; Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, H 4 (Carmes).

114. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 2188, f° 60 v° ; Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 2 H dépôt, 9 (7 août et 16 octobre 1447 ; extrait tiré de l'acte du 16 octobre 1447, f° 1).

115. Plan Forestier 1726 1Fi44 (Arch. mun. de Rennes) et Plan Forestier *fecit* (BnF, fonds GE C-1431).

116. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 2 H dépôt, 9, f° 1 (7 août 1447) et 2 H dépôt, 24 (10 août 1504).

117. BANÉAT, Paul, *Le Vieux Rennes...*, op. cit., p. 159.

Duguay-Trouin, juste au nord du port. Lieu de sépulture, la parcelle servait également à la production alimentaire de l'hôpital : du vin et des noix en provenaient¹¹⁸. Le cimetière accueillait les dépouilles des indigents, malades, pèlerins, soldats et prisonniers originaires de Rennes et du pays rennais présents à l'hôpital¹¹⁹, mais également tout individu victime de la peste dans l'enceinte de la ville¹²⁰. Un compte indique que, le 28 mars et le 23 juin 1584, des draps ont été changés, les anciens étant conservés pour « ensevelir les pauvres trespassez¹²¹ », comme il était souvent d'usage dans les hôpitaux. Au XVIII^e siècle, les chanoines de la cathédrale se plaignent de l'odeur dégagée par les corps des défunts déposés dans la cour de l'hôpital avant d'être inhumés¹²². Était-ce le cas à l'époque médiévale ? Des pierres tombales emportées par les sœurs augustines dans le nouvel hôtel-Dieu témoignent par ailleurs du souhait de certains gardiens et bienfaiteurs de se faire inhumier dans la chapelle¹²³. Des sondages préalables à son réaménagement en 1993 ont mis au jour une dizaine de sépultures, toutes en cercueil. Certains individus étaient recouverts de chaux¹²⁴, procédé utilisé en cas de décès lié à une maladie contagieuse¹²⁵ ou par volonté de masquer les odeurs. En 1710, afin de mieux gérer les inhumations dans le lieu de culte, le parlement de Bretagne, suivant l'ordre du procureur général du roi, défendit « d'inhumer dans la chapelle de Saint-Yves les pauvres qui décèdent audit hopital » et ordonna « qu'ils seroist tous inhumez sans distinction dans le cimetière du mesme hopital¹²⁶ ».

Sainte-Anne : le cas exceptionnel d'un cimetière d'hôpital fouillé

L'hôpital Sainte-Anne possédait un cimetière accolé à la chapelle. Il est mentionné pour la première fois en 1490 lors du rachat de terres « pour reunir aux maison, jardins et cymetiere dudit lieu¹²⁷ ». À cette époque, un glacis défensif est aménagé entre l'hôpital et les remparts de la Ville Neuve.

118. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 2 H dépôt, 454, f° 11 v° (compte de 1588 et compte de 1591).

119. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 2 H dépôt, 171 (15 septembre 1558 et 16 mai 1567), 529 (13 février 1571 n. st.), 188 (1^{er} mai 1570), 140 (10 mai 1574) et 190 (5 septembre 1575); Arch. mun. Rennes, GG 319 (lettres patentes d'Henri IV traitant des soldats, 29 février 1592).

120. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 F 198/11 et 1 F 260 (copies d'une ordonnance de la ville du 15 avril 1564).

121. Arch. mun. de Rennes, liasse isolée 1016 (registre de compte de Saint-Yves, 1584).

122. BANÉAT, Paul, *Le Vieux Rennes...*, op. cit., p. 164.

123. Claudine Baraquin et Jean Hamon font également, par leurs testaments respectifs, des legs à l'hôpital à condition d'être inhumés dans la chapelle (Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 2 H dépôt, 27 (9 octobre 1523) et 47 (5 février 1560 n. st.).

124. PANNETIER, Yannick (dir.), *Chapelle Saint-Yves...*, op. cit.

125. Par exemple, le 26 juin 1584 fut enterré Jean Perrauld Fontaine, notaire royal mort de maladie contagieuse (Arch. mun. de Rennes, liasse isolée 1016, registre de compte de Saint-Yves, 1584).

126. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 2 H dépôt, 155 (30 juin 1710).

127. Arch. mun. de Rennes, GG 327 (10 juillet 1509, ratifié le 2 janvier 1511 n. st.).

L'entrée du cimetière se retrouve face à la porte aux Foulons, au sud de l'enclos¹²⁸. Bien que les mentions soient rares, le cimetière semble avoir couvert une vaste surface à l'est de la place Sainte-Anne actuelle, entre la rue du Pont aux Foulons et la ruelle menant à la rue de la Visitation. À l'intérieur se trouvaient une croix et des arbres¹²⁹. Une ordonnance de la ville indique en effet que les terrains devaient servir de lieu de sépulture mais aussi à jardiner, cultiver et élever des bêtes¹³⁰. À la fin du XVI^e siècle, la clôture en pierre est récupérée pour construire les nouvelles fortifications et les arbres sont vendus¹³¹ avant que les parcelles ne soient rachetées par la ville pour y construire la place Sainte-Anne¹³².

Pendant plus d'un siècle, le cimetière de l'hôpital Sainte-Anne a ainsi été le lieu de dernier repos pour une multitude de malades et d'indigents. Préalable à l'aménagement de la seconde station de métro de la place Sainte-Anne, l'opération archéologique de 2013 s'est déroulée à l'est de la première bouche de métro, à la limite est et sud-est de l'ancien hôpital. Au sud de l'emprise a été mis au jour un cimetière, malheureusement trop vaste pour être entièrement fouillé dans le temps imparti. Les 119 squelettes fouillés dans les trois secteurs ouverts étaient localisés au sud d'une portion de mur en élévation partielle (figure 6), appartenant certainement au mur de clôture septentrional du cimetière qui le séparait de la ruelle Sainte-Anne aujourd'hui disparue.

Contrairement à d'autres cimetières d'hôpitaux (voir Annexe 3), celui de Sainte-Anne présente exclusivement des tombes individuelles, à l'exception d'une sépulture triple. En effet, les sépultures multiples étaient en réalité liées à des situations de catastrophe empêchant une inhumation chrétienne conforme aux usages ordinaires¹³³. Les sépultures individuelles sont très proches les unes des autres, orientées de façon similaire, sans recoupements et clairement superposées et organisées en vue d'un gain de place maximum (squelettes alignés, têtes reposant au-dessus des pieds des précédents ou inversement, figure 7), avec parfois des zones vierges réservées certainement à la circulation. Cette structuration sur plusieurs niveaux de tombes témoigne d'un marquage en surface. Les individus étaient inhumés en pleine terre, dans de simples lincoils¹³⁴, conformément à ce que l'on

128. Arch. mun. de Rennes, DD 113 (15 janvier 1495 n. st. et 23 juillet 1497), GG 317 (24 novembre 1566) et liasse isolée 215/1 (devis des pavés à faire du 15 septembre 1566).

129. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 2 H dépôt, 28 (testament du 8 mars 1546 n. st.) 454, f° 11 v°-12 (compte de 1591).

130. Arch. mun. de Rennes, liasse isolée 1040 (cahier des bornes mises à l'entour des murailles, 1502, cité dans COZIC, Nicolas, « Étude d'archives », art. cit., p. 28).

131. Arch. mun. de Rennes, GG 318 (plainte des prévôts de Saint-Yves, 8 juin 1590); Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 2 H dépôt, 454, f° 11 v°-12 (compte de 1591).

132. Arch. mun. de Rennes, liasse isolée 1091 (10 août 1592, cité dans COZIC, Nicolas, *Ibid.*, p. 53); BANÉAT, Paul, *Le Vieux Rennes...*, op. cit., p. 479-480, 491.

133. L'étude d'Hélène Réveillas (*Les hôpitaux et leurs morts...*, op. cit.) révèle ainsi le soin apporté aux sépultures dans les cimetières d'hôpitaux, malgré des tombes généralement en pleine terre.

134. POUILLE, Dominique (dir.), Rennes. Métro ligne B..., op. cit., 2016, p. 299-313.

Figure 6 – Mur de clôture nord du cimetière longeant la venelle Sainte-Anne (© Inrap *POUILLE, Dominique [dir.]*, Rennes. Métro ligne B, Station place Sainte-Anne, De la ville antique à l'Hôpital Sainte-Anne, *Rapport Final d'Opération, Rennes, Inrap Grand-Ouest, 2016, vol. 2, p. 299*)

sait du mode d'inhumation en milieu hospitalier. Par ailleurs, tous les âges sont représentés avec 67 adultes (dont 9 hommes et 5 femmes identifiés) et 52 immatures. Cette forte proportion d'immatures (43,7 %) correspond à une mortalité pré-jennérienne¹³⁵. Malgré des squelettes souvent incomplets à cause des limites de l'emprise fouillée, des pathologies ont pu être observées, telles des infections bucco-dentaires, des hypoplasies linéaires de l'émail dentaire¹³⁶ et des *cribra orbitalia*¹³⁷, témoignant de carences au cours de la croissance des individus, mais aussi des enthésopathies¹³⁸ et de l'arthrose révélant d'importantes sollicitations articulaires. Quelques traumatismes ont également été identifiés, tels que des coups (sépultures 23 et 42) et des fractures consolidées (sépultures 35, 39, 72 et 102), ainsi qu'un cas de rachitisme (sépulture 5) et des infections osseuses à l'origine indéterminée (sépultures 28, 29, 36, 48 et 49)¹³⁹. La plupart des maladies ne

135. Se dit d'une mortalité typique d'une population ancienne n'ayant pas à l'époque accès à la vaccination, les premières ayant été faites par E. Jenner en 1796. Elle est marquée par une mortalité infantile importante et une espérance de vie à la naissance inférieure à 30 ans.

136. Lignes visibles sur l'émail des dents témoignant de périodes de stress alimentaire.

137. Petites perforations de l'orbite témoignant de carences.

138. Inflammation des insertions osseuses des ligaments et des tendons entraînant une altération de l'os et l'apparition de petits pics osseux.

139. *POUILLE, Dominique (dir.)*, Rennes. Métro ligne B..., *op. cit.*, 2016, p. 315-438.

Figure 7 – Sépultures clairement alignées, vue zénithale de la moitié ouest de la zone C (© Inrap; *POUILLE, Dominique [dir.]*, Rennes. Métro ligne B, Station place Sainte-Anne, De la ville antique à l'Hôpital Sainte-Anne, *Rapport Final d'Opération, Rennes, Inrap Grand-Ouest, 2016, vol. 2, p. 294*)

pouvant être identifiées sur les os, il se peut que d'autres individus aient été atteints d'une pathologie sans que l'étude anthropologique ait pu le démontrer. Toutefois, les résultats obtenus par l'étude correspondent à une mortalité habituelle. L'étude anthropologique dévoile donc le portrait d'une population naturelle, qui pourrait être celle de n'importe quel cimetière paroissial. Par ailleurs, les datations radiocarbone réalisées sur quatre sujets et le mobilier associé aux tombes révèlent des inhumations datées entre la fin du ^{xv}^e et le ^{xvii}^e siècle¹⁴⁰. Il se pourrait donc que la fouille, limitée dans le temps et dans l'espace, n'ait pas mis au jour le secteur réservé aux premières inhumations liées à l'hôpital Sainte-Anne, ou bien que les tombes les plus anciennes aient été curées à un moment donné. D'après les estimations d'Élodie Cabot, l'échantillon fouillé ne représenterait qu'entre 3,4 et 5,2 % de la population totale inhumée, soit plus de 2000 individus pour l'ensemble du cimetière¹⁴¹. Ce chiffre paraît important pour un cimetière d'hôpital. Il se pourrait donc que ce cimetière, pourtant nommé comme celui de l'hôpital Sainte-Anne dans les archives, ait été en réalité un agran-

140. *Ibidem*, p. 314.

141. *Ibid.*, p. 441.

dissement du cimetière paroissial de l'église Saint-Aubin, située juste à côté de l'hôpital. Paul de la Bigne Villeneuve notait déjà qu'« il y a toute apparence que son cimetière, aujourd'hui la place Sainte-Anne, était autrefois le cimetière commun de toute la ville¹⁴² ». Il ne cite cependant aucune source permettant de comprendre ce qui l'a amené à cette conclusion.

De manière générale, les démunis sont rarement mentionnés dans les sources médiévales. Seuls les actes de charité des plus riches permettent d'entrevoir cette catégorie de population; et cela passait souvent par le biais des hôpitaux. L'étude de ces établissements de soin permet ainsi d'approcher une catégorie peu connue, mais pourtant quantitativement importante, de la société médiévale. La mort transparaît à travers les testaments, les œuvres de charité pour atteindre le salut, ou encore dans quelques documents mentionnant les lieux de sépulture, mais les décès à proprement parler ne sont que peu évoqués, et encore moins enregistrés avant la tenue régulière des registres paroissiaux au milieu du XVI^e siècle à Rennes. On comprend alors toute l'importance des cimetières d'hôpitaux. Leur étude permet d'approcher les catégories de populations les plus démunies, de comprendre quels individus étaient accueillis au sein des hôpitaux (âge, sexe, état sanitaire) et pour quelle raison (maladie bénigne, maladie incurable, handicap, pèlerins de passage, indigents sans domicile). Enfin, les modes d'inhumation observés en fouilles témoignent des pratiques réservées à cette population ne pouvant s'offrir des funérailles, mais que la société ne pouvait laisser sans sépulture. Lorsque plus de données seront disponibles, ce sujet mériterait d'être étudié plus amplement.

L'étude du milieu hospitalier rennais a ainsi permis d'identifier plusieurs établissements ayant coexisté ou s'étant succédé entre les XI^e et XVI^e siècles : la léproserie de la Magdeleine, les hôpitaux Saint-Jacques, Saint-Thomas et Sainte-Anne, l'hôtel-Dieu Saint-Yves et l'hospice Sainte-Marguerite. Établis majoritairement en dehors des murs de la ville, le long de voies de communication, ils permettaient d'accueillir les malades, les pèlerins et les indigents sans qu'ils pénètrent dans l'enceinte. Ce schéma identifiable à Rennes se retrouve dans la plupart des villes médiévales, répondant à un besoin de sécurité et d'hygiène au sein de municipalités de taille réduite et totalement closes de murailles. Leur vocation charitable envers les plus démunis et l'application de soins spirituels en plus du soulagement corporel expliquent que les hôpitaux aient été au départ fondés par des clercs. Néanmoins, leur nombre croissant dans le royaume de France au XII^e-XIII^e siècles s'explique par des fondations laïques et municipales plus nombreuses, afin de faire acte de piété pour les uns ou de réguler les épidémies et la mendicité pour les autres. Cette « floraison hospitalière » se retrouve nettement à Rennes, mais plutôt aux XIII^e-XIV^e siècles, avec la création des hôpitaux Saint-Jacques, Saint-Thomas, Sainte-Anne et Saint-Yves.

142. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, Fonds 1F260, Notes sur la chapelle Sainte-Anne.

S'agissant de la gestion des décès en milieu hospitalier, le croisement des sources écrites, archéologiques et anthropologiques nous indique que les hôpitaux inhumèrent avec soin leurs défunts selon les préceptes chrétiens, l'enterrement appartenant aux sept œuvres de miséricorde observées par ces lieux de soin. Même s'il est probable que d'autres établissements, et notamment la léproserie de la Magdeleine, aient eu un lieu de sépulture, seuls les hôpitaux Sainte-Anne et Saint-Yves possédaient avec certitude un cimetière. Cependant, celui fouillé place Sainte-Anne, que l'on supposait être celui de l'hôpital du même nom, a quant à lui finalement révélé une population aux caractéristiques pathologiques et démographiques correspondant à celle d'un cimetière paroissial. Il serait donc intéressant d'étudier les archives de Saint-Aubin afin de mieux comprendre cet espace funéraire. L'hôpital enterrait-il les défunts dans un secteur du cimetière paroissial ? Ou était-ce un cimetière distinct récupéré par la paroisse à la fermeture de l'établissement au XVI^e siècle ? Cette solution expliquerait la mention dans les sources de « cimetière Sainte-Anne ». À côté de cette nouvelle recherche dans les archives de la paroisse Saint-Aubin, il serait également intéressant de poursuivre l'étude des hôpitaux de Rennes à l'époque moderne, pour laquelle les sources hospitalières sont nombreuses. Le XVI^e siècle marque en effet un tournant, puisque seul l'hôtel-Dieu Saint-Yves perdure, sous un contrôle plus strict de la municipalité. Une nouvelle volonté de surveillance des indigents commençait à poindre ; elle voit le jour à l'extrême fin de ce siècle lorsque, par deux ordonnances de 1597 et 1598, la mendicité est interdite et extrêmement contrôlée à Rennes. Ces dernières marquent le début d'une ségrégation qui prend son essor au XVII^e siècle avec la création de l'hôpital général dans le faubourg de la Croix-Rocheron.

Annexe 1 – Acte de fondation de l'hôpital Sainte-Anne¹⁴³

1340, décembre. — Rennes.

Original disparu

Copie de 1383, aujourd'hui disparue

Copie (imparfaite¹⁴⁴) du XVII^e siècle (cahier, papier), d'après *B* (Arch. mun. de Rennes, GG 327)

À l'instar de nombreux autres établissements hospitaliers apparus en France aux XIII^e et XIV^e siècles, la fondation de l'hôpital Sainte-Anne est décidée par la bourgeoisie rennaise. Sa particularité réside néanmoins dans la nature collective de cette fondation : dix des plus riches et importantes confréries de métier de la ville – celles des boulangers (Notre-Dame de Mi-Août), des tisserands (Sainte-Anne), des boudroyers (Saint-Barthélémy), des drapiers et foulons (Notre-Dame de Septembre), des boursiers (Saint-Martin), des merciers (Saint-Philippe et Saint-Jacques/James), des selliers et mintiers (Saint-Eloi), des parcheminiers (Saint-Michel), des cordonniers (Notre-Dame-des-Avents) et des barbiers ou bouchers (Saint-Sacrement) – se sont en effet unies afin de fonder et gérer cette nouvelle maison-Dieu. Établie à côté de l'église Saint-Aubin (en dehors des murs de la ville) par les bourgeois rennais afin d'accueillir pauvres, malades et pèlerins, elle reste néanmoins sous l'égide du chapitre cathédral de Rennes ainsi que de l'abbé et du couvent de Saint-Melaine, recteur de la paroisse, qui, ont conjointement nommé sept bourgeois (Jehan Rabergre/Radiguer, dom Jouhan Louet, Perrot Chouan, Ollivier Rualan, Colin Dance/de Gucé, Perrot le Houerou et Raoul Bousan) administrateurs et gardiens de l'hôpital, chargés de gérer les biens et les revenus de l'hôpital, d'accueillir les pauvres et de veiller à l'exécution des offices religieux. Par ailleurs, l'acte est inséré dans l'acte d'un accord entre l'établissement et les ouvriers et monnayeurs de la Monnaie de Bretagne : en échange du versement d'une aumône annuelle, deux d'entre eux peuvent être accueillis, nourris et entretenus par l'hôpital en cas de maladie ou d'infirmité¹⁴⁵.

[fol. 1] Sçachent tous que en notre court de Rennes en droict personnellement establiz maistre Jehan Rabergre, maistre Jehan Louet, Perrot Chouan, Ollivier Rualan, Robin de France¹⁴⁶, Perrot le Houerou¹⁴⁷ et Raoul Bousan¹⁴⁸, procurateurs, recevours, dispositours et ordrenours faiz, establiz et ordrenez de la volonté et assentement et conseil de religieux homme et honestes freres Nicolas, humble abbé de Saint¹⁴⁹ Melaine de Rennes, le aulmosnier, et le convent doudict lieu, des freres, soeurs, prevostz, et esleüz des fraries qui ensuivent, c'est asçavoir de Nostre Dame

143. Texte établi avec l'aide d'Emmanuel Grélois, que je tiens à remercier.

144. Si pour les passages fautifs ou laissés en blanc le lexique peut être restitué, en revanche l'onomastique – anthroponymes et toponymes – reste partiellement incompréhensible car étrangère au copiste moderne. Les trois listes de noms de personnes, respectivement dans le protocole (suscription), dans l'eschatocole (témoins) et dans l'acte inséré (suscription) donnent des formes contradictoires et inintelligibles pour 2 des 7 noms de fondateurs.

145. Cette relation mutuelle entre ouvriers de la monnaie et établissement ecclésiastique rappelle des accords similaires en France, notamment entre les monnayeurs de Clermont et les moines clunisiens de Souvigny : voir GRÉLOIS, Emmanuel, « Documents sur la monnaie de Clermont et la circulation monétaire en Auvergne (XI^e-XIV^e siècles) », *Revue numismatique*, tome 158, 2002, p. 329-336.

146. Nom erroné, eu égard aux deux formes équivalentes plus loin.

147. Lecture incertaine du nom. La graphie « Lehouern » semble fautive.

148. Ou « Bonsan ».

149. La forme abrégée « st(e) » a été systématiquement résolue en « saint(e) ».

Meaoust, qui est tenue dou [commun¹⁵⁰] des boulangers, et de plusieurs aultres personnes en la ville de Rennes, de sainte Anne, mere Notre Dame, laquelle est servie en l'église paroissienne de saint Jehan Baptiste de Rennes, de plusieurs personnes et dou com[mun des texiers], de saint Berthelemi qui est tenue des boudroiers, de Notre Dame de septembre qui est tenue dou com[mun des drapiers et foulons], de saint Martin qui est tenue des boursiers, de saint Philippes et saint Jame qui est tenue des merciers, de saint Eloy qui est tenue des selliers et des mintiers, de saint Michel qui est tenue des parcheminiers, de Notre Dame des Adventz qui est tenue des cordouanniers, et dou Sacrement laquelle est tenue des barbiers. Comme il nous appert et suismes suffisamment informez par lettres patentes non rompues, non cancellees ne aulcune partie d'elles viciées, seellées des sceaux authentiques, sains et entiers contenant la forme qui ensuit :

« Sçachent tous que en notre court a Rennes en droict personnellement establiz de la volonté, assentement et consentement de religieux hommes et honestes frere Nicolas, humble abbé de Saint Melaine, de Robin l'aumosnier, et le convent dudict lieu, les freres et soeurs, les [fol. 1v] prevostz et les esleüz des fraries qui ensuivent, c'est asçavoir de Notre Dame Meaoust, de la Nativité, de la Conception, de madame sainte Anne sa mere, de saint Philippes et de saint Jame, de saint Berthelemy, de saint Martin et de saint Eloy, fondours de la meson Dieu fondée de nouvel a Rennes pres l'église Saint Aulbin en la honneur de Dieu, de la glorieuse benoiste Vierge Marie, sa mere, de madame sainte Anne, mere de la mere Jesus Christ, pour recevoir les puvres personnes malades et les pelerins passans, et pour fere et exercer les oeuvres de charité et de misericorde, de la volonté et assent de discrettes personnes et devotes maistre Guillaume de la Mote, archidiacre de Rennes, maistre Guillaume Hequenoille¹⁵¹, chantre doudict lieu, monseigneur Gaultier de Saint Pern chanoine de Rennes, dom Jouhan de Lumé¹⁵², maistre Estienne Jouchardouaise¹⁵³, chanoine de Guerrande, dom Gilles d'Estrelles¹⁵⁴, personne de Genzé¹⁵⁵, Perrot Graslan, et plusieurs aultres devotes personnes qui sont prometours et augmentours des dictes chouses feirent, establirent et ordrenèrent messire Jehan Radiguer, dom Jouhan Louet, Perrot Chouan, Ollivier Rualen, Colin Dance¹⁵⁶, Perrot Lebas¹⁵⁷, Perrot le Houerou et Raoul Bousan, procurours, recevours, gardes, dispousours et ordrenours et chacun pour le tout de ladicte meson Dieu et de toutes les chouses et biens qui y sont, appartiennent, et seront et apartiendront a ladicte meson Dieu et es puvres dicelle [fol. 2] meson par quelconque maniere et raison que ce soit. Ausquels procurours, recepvours, administratours, gardes, dispensatours et ordrenours et chacun pour le tout, lesdictz fondours, prevoustz et esleüz donnent et donnent plain poair et mandement especial de demander et requérir pour ladicte

150. Le mot « commun », pour désigner la corporation ou université des boulangers, n'a visiblement pas été compris par le copiste qui a lu, littéralement, « abumn » (lecture dans laquelle on propose de voir un *c* à la place du *a* suivi d'un *o* surmonté d'un tilde à la place du *b*, avant 7 jambages aisément interprétables en *-mun*, soit une forme littérale *cōmun*).

151. Haparolle C : erreur de lecture manifeste de la part du copiste ; il s'agit de Guillaume Hequenoille, chantre de Rennes, mort le 12 août 1349 (Archives diocésaines de Rennes, Archives capitulaires, AA2, f° 10 v°).

152. Lumé, com. de Saint-James, Manche. Lecture possible mais incertaine.

153. Lecture incertaine du nom.

154. Étrelles, Ille-et-Vilaine.

155. C'est-à-dire curé de Janzé.

156. Lecture incertaine du nom.

157. Cet individu ne figure pas dans les deux autres listes : est-ce une erreur de lecture mêlant les deux noms encadrants ?

meson, de la deffendre de recepvoir toutes les chouses qui appartiennent a ladicte meson et que l'en y donra et aux pouvres personnes d'icelle meson et en fere et ordner a la volonté et au profit d'icelle meson et des affaires d'icelle selon que ils verront que estre devera, de ester en jugement, de compromettre, de pacefier, d'exiger, de acquerir a ladicte meson par quelconque maniere de contract que ce soit, de donner lettres de quittance et de obliger ladicte meson et les chouses a elle appartenant par lettres ou soit appousé le sceau de ladicte meson lesquelles sans la deposition doudict sceau ne aultres lettres ne seraint de nulle value ne n'araint fermeté ne ne porteraient prejudice a ladicte meson ne aux pouvres d'icelle, et de fere toutes les chouses et chacune que ils feraint et fere pourraient lesdicts freres, soeurs, prevostz et esleüz si presentz estoient et qui a ladicte meson et es personnes d'icelle seraint necessaires ou profitables, et de fere et de dire les messes et le divin office selon que les dictz procurours verraint que estre devra et chacun d'eux pour les personnes qui bien feront a ladicte meson et es personnes d'icelle et pour ceux qui trespasseront en ladicte meson, promettons ceux freres, soeurs et prevostz et esleüz de la volonté, assentement et conseil des susdicts pour l'obligation des biens de la susdicte meson a avoir stable et ferme tout quelconque pour lesdicts procurours, recevours et administratours et pour chacun d'eux [fol. 2v] sera fait ou procuré pour les dictes chouses et chacune tant pour eulx que contre eulx es noms dessus dictz, et a payer pour lesdicts procurours, recevours et administratours d'icelle meson Dieu et semblable. Donné thesmoin le sceau de notre dicte court, ensemble o le sceau de abbé et convent dessusdicts et o le sceau a l'archediacre de Rennes et de ladicte meson Dieu [a maire] fermeté ou maye de deloir¹⁵⁸ l'an de grace mil trois cent e quarente. »

Lesquels freres et soeurs, prevostz et esleüz des dictes frairies, de la volonté assentement et conseil des susdicts ayans pouair de fere et de ordner la tenour des dictes lettres par la vertu, autorité et dou fondement des statutz et ordrenances de ladicte meson Dieu faictes et ordenees par lesdits freres et soeurs, comme il nous apparut par lettres sceslees des sceaux dessusdicts, associent et acompaignent toutes les personnes ouvranes et monneantes en la monnaie de Bretagne dou serment de France, ou qui ont ou avoint cause de franchises de ouvrir et monnayer et qui usent et se jouissent des privileges et libertez de ladicte monnaie pour raison dou serment dessusdict, en toutes les ouvres de pitié et de miséricorde qui sont et seront faictes en ladicte meson Dieu et es messes, prieres et oraisons qui dictes seront en celle meson et en l'église de Saint Aulbin, aussi comme joignante a celle meson, et de la partie des procurours et pouvres personnes de ladicte meson Dieu et pour la cause que celles personnes qui ont franchise de ouvrir et de monnayer dou serment devant dict ont donné et promis selon que l'en dict l'argent des bonesces¹⁵⁹ de l'aumosne [fol. 3] des ouvriers et monnayers de ladicte monnaie de Bretagne doudict serment annuelement a ladicte meson et es pouvres et feibles personnes d'icelle pour lour soustenement et pour fere les chouses necessaires d'icelle meson pour leurs bonnes et devotes volonteiz et pour cause de recevoir et tenir en ladicte meson Dieu dous ouvriers ou monnayers doudict serment de ladicte franchise de la monnaie doudict serment en cas de malladie, de faiblesse ou impotence de corps ou de quelconque autre cause de necessitez, lesquels dous compegnons doudict serment et chacun lesdits gouvrenours et administratours de ladicte meson Dieu, tant pour eulx que pour ceux qui ont ou auront cause et le gouvernement de ladicte meson Dieu, ont voulu, promettent, et sont tenuz, sur l'obligation des biens de ladicte meson et a icelle apartent, a cuillir et a recevoir en ladicte meson Dieu toutes

158. Deloir, delair = décembre.

159. Bienfaits, gratifications.

fois et quand les dous prevostz de ladicte monnaye doudict serment ou l'un d'eux qui sont ou seront pour le temps, les leur presenteront. Et en cas que ladicte monnaye ne ouvreroit, sont et seront tenuz les gouvrenours de ladicte meson qui sont ou seront, recevoir lesdicts doux compegnons ouvriers ou monnayers doudict serment, ou l'un d'eulx, a la presentation de deulx des compegnons ouvriers et monnayers doudict serment, sans les pouair refuser. Et si aultre leur fere pourveance et leur bailler en ladicte meson chambre et lictz et les tenir et fournir en ladicte meson, sur l'obligation dessusdicte, de vestement, de linge, de chausseüre, de vivres, de despens et de toutes aultres choses necessaires selon et en celle maniere comme le principal [fol. 3v] et gouvrenours de ladicte meson sera et se gouvrenera. En ou cas que lesdicts doux compegnons ouvriers ou monnayers ou l'un d'eulx doudict serment decederaient de vie a mort, lesdicts gouvrenours et chacun sont et seront tenuz, sur l'obligation devant dicte, recevoir et recevront a tousjours mais en ladicte maison Dieu aultres doulx compegnons ouvriers ou monnayers doudict serment a la presentation desdicts prevostz ou de l'un d'eulx ou desdicts seix compegnons doudict serment¹⁶⁰, sans les pouair refuser toutes fois et quand le cas aviendroit d'un d'eux ou des dous oupvriers et monnayers doudict serment, et les tenir et fournir en ladicte meson en la maniere que dict est sur ladicte obligation, et esuelles chouses et chacune dessusdicte toutes et chacune entretenir et acomplir et en contre non venir ne procurer ou temps advenir par quelconque raison ou cause que ce soit ou puisse estre. Et furent iceux fondours mestre Jehan¹⁶¹, dom Jouan Louet, Perrot Chouan, Ollivier Riellan, Colin de Gucé¹⁶², Perrot le Houerou et Raoul Bousan, et chacun es noms dessusdicts presentz et a ce consentans. Et les en jugeasmes et condennasmes et jugeons et condennons sauf notre droict. Donné thesmoing des chouses et chacune dessusdictes le sceau dont nous usons es contractz de Rennes, ensemble des sceaux des abbé et convent dessusdicts et de l'archediace de Rennes et de ladicte meson Dieu [a maire] fermeté ou mais de decembre comme dessus l'an de grace mil trois cens et quarente ans. [*Signé* :] Rolland Hates, a la requete et relation doudict Raoul Bousan procurour.

[fol. 4] Donné par copie soubz les sceaux des contraictz de nostre court de Rennes le mercredi quinziesme jour dou mais de juillet en l'an mil trois cens quatre vingtz et trois ans et au d...¹⁶³ est escript : « collation faicte a l'original. P. Chauvet », et scellé sur cire verte du sceel de Bretagne.

160. « doudict serment » répété C.

161. Manque le patronyme : certainement Rabergre ou Radiguer, cité précédemment.

162. Lecture manifestement erronée.

163. Mot illisible.

**Annexe 2 – Fondation et statuts de l'hôpital Saint-Yves,
confirmés par l'évêque de Rennes¹⁶⁴**

1358, 13 décembre — [Rennes]

A. Original disparu

B. Vidimus non daté (XV^e siècle, après 1471) par l'official de Rennes, aujourd'hui disparu.

C. Copie du XVIII^e siècle (cahier, papier¹⁶⁵), d'après B (Arch. mun. de Rennes, GG 317, p. 1-15)

Eudon le Bouteiller, prêtre du diocèse de Tréguier, donne, pour l'exaltation de la Vierge et de la foi catholique, et pour la rémission de ses péchés et le salut des fidèles, sa maison et ses dépendances, située près de la Porte Esvière à Rennes pour qu'y soit établi un hôpital à l'usage des pauvres et des chapelains qui le desserviront, selon le règlement suivant (I). [§ 1] Deux chapelains célébreront les offices divins pour les bienfaiteurs vivants ou défunts, le premier chaque jour de la semaine, le second de même la semaine suivante, l'un pouvant remplacer l'autre en cas d'empêchement. Si les deux sont empêchés, un autre chapelain pourra être appelé pour assurer l'office. [§ 2] Si l'une ou les deux chapellenies s'avère vacante, le prieur claustral et l'aumônier de Saint-Melaine de Rennes et deux honnêtes bourgeois se réuniront dans l'hôpital pour instituer d'un commun accord le ou les nouveaux chapelains. Les deux bourgeois devront ensuite les présenter au chapitre de Rennes qui leur confèrera leur charge. L'un des deux, nommé principal gouverneur ou administrateur de l'hôpital, pourvoira aux besoins de l'hôpital, baillera à ferme les droits à concéder, veillera aux recettes et aux dépenses de l'hôpital. Chaque semaine, il tiendra la comptabilité avec son associé, lequel recevra en contrepartie une rémunération prise sur la recette du tronc et sur le trésor, et il devra, ainsi que tous les familiers et habitants de l'hôpital, témoigner révérence et obéissance envers le gouverneur, comme doit le faire un frère mineur à l'égard de son gardien. [§ 3] Le prieur, l'aumônier de Saint-Melaine et les deux bourgeois fixeront le salaire et les avantages du gouverneur principal en fonction des revenus de l'hôpital. [§ 4] Les deux chapelains sont soumis à l'obligation de résidence au sein de l'hôpital et de ne pas recevoir d'autres offices ou bénéfices que ceux de l'établissement. Si l'un d'eux désobéit à ce règlement ou vit de manière malhonnête en faisant acte de luxure, en jouant aux dés ou à la balle, en fréquentant les tavernes ou en commettant quelque autre acte vicieux, ou s'il est infidèle envers les pauvres de l'hôpital, alors le prieur, l'aumônier et les bourgeois pourront le priver de sa chapellenie et le remplacer selon la procédure décrite ci-dessus. Le chapelain qui demeure seul après le décès ou la privation de bénéfice du second percevra autant sur les émoluments et sur les biens de l'hôpital que s'il y avait deux prêtres, il assurera et fera desservir les offices divins jusqu'à ce que lui soit adjoint un associé, et que leurs fonctions et revenus redeviennent comme auparavant. Aucun chapelain ne pourra s'absenter de la ville de Rennes ni abandonner son office, sauf autorisation de l'aumônier;

164. Texte établi avec l'aide d'Emmanuel Grélois.

165. Les diphtongues non médiévales *æ* et *œ*, les formes en *Rh-* et *th-* (*Rhedonensis*, *throno*, *thronco*, respectivement pour *Redonensis*, *trono* et *tronco*), ainsi que la date en chiffres arabes (« 1358 ») ont été laissées telles quelles, conformément aux graphies de la copie moderne. — Signes utilisés : [...] = passages non lus par le copiste et non restitués; [aaa] = passages non lus par le copiste mais pour lesquels est proposé un texte restitué avec une forte probabilité; < aaa > = lettres ou mot ajoutés, probablement omis par le copiste moderne.

en cas de nécessité urgente, il lui indiquera à l'avance le délai dans lequel le chapelain devra rentrer, et l'autre chapelain fera assurer son service en son absence. [§ 5] Les chapelains seront vêtus de robes de religieux fermées, faites d'une seule et même étoffe, à quoi le gouverneur pourvoira. Assujettis aux dépenses communes, ils seront assis à la même table. [§ 6] Le gouverneur fera faire des distributions aux pauvres, aux malades, aux quêteurs et aux serviteurs sur les biens de l'hôpital en fonction des capacités et des besoins. [§ 7] Chaque mois au moins, les chapelains évalueront et inscriront les recettes des offrandes et revenus de l'hôpital afin d'en tenir la comptabilité. Chaque année, la semaine suivant la fête de la Toussaint, les chapelains, l'aumônier et les bourgeois se réuniront autour d'un repas dans l'hôtel de l'hôpital pour la reddition des comptes. Les quêtes pour l'hôpital seront faites par les chapelains ou bien par des messagers ou fermiers nommés par le gouverneur. Un quêteur spécial peut être nommé; portant un vêtement religieux fermé sur le devant, il jurera de se comporter fidèlement et de rendre compte de ses quêtes, qui se feront toute l'année dans des lieux que le gouverneur lui aura assignés. Il sera défrayé de ses dépenses et percevra un huitième du produit de ses quêtes. S'il doit être privé de son office, le gouverneur, l'aumônier et les bourgeois nommeront un autre quêteur.

Droits et conditions de revenus des chapelains (II). [§ 8] Les chapelains perçoivent la moitié des offrandes, quêtes, rentes et legs et autres émoluments à l'exception des deniers, oboles et vivres offerts aux pauvres et malades. Si des personnes ont donné à l'hôpital par testament des pièces de literie, les chapelains auront 6 deniers par traversin, 2 sous par couverture en fourrure, 12 deniers par couverture, 2 deniers par tunique, 6 deniers par oreiller. [§ 9] Ils toucheront la moitié des loyers tirés des maisons dépendant de l'établissement, louées comme greniers ou à un autre usage. [§ 10] Les chapelains doivent être attentifs au profit de l'hôpital. Si l'un d'eux fait une quête, il en percevra le huitième de son produit et, sur le reste ainsi que sur tous les autres émoluments, les deux chapelains en percevront la moitié, sauf les exceptions précédentes, tandis que les pauvres en auront l'autre moitié. [§ 11] Si lors de la reddition des comptes leurs revenus n'atteignent pas 40 florins d'or, alors l'aumônier et les bourgeois compléteront jusqu'à cette somme en prenant sur le produit des quêtes et offrandes de l'hôpital. Si leurs revenus sont supérieurs, ce surplus demeurera entier et intact pour les chapelains. [§ 12] Les serviteurs seront payés sur le salaire des chapelains et sur la part attribuée à l'usage des pauvres. Les quêteurs seront payés sur les revenus de la communauté et sur le produit de leurs quêtes. [§ 13] Les litiges ou controverses seront portés en justice par l'un des chapelains aux frais de la communauté après avis de l'aumônier. [§ 14] Les réparations ou constructions faites aux maisons ou à la chapelle de l'hôpital seront payées en prenant sur la portion attribuée à l'usage des pauvres. [§ 15] Les livres, calices, ornements ecclésiastiques et cloches seront acquis grâce aux rentes, revenus et émoluments communs de l'hôpital. [§ 16] Tous les biens meubles que les personnes décédées dans l'hôpital avaient en leur possession au moment de leur décès demeureront à l'hôpital. [§ 17] De même, tous les biens des chapelains séparés du trésor demeureront à l'hôpital après leur décès. [§ 18] Tous les biens immeubles acquis par les chapelains après leur institution dans leur charge et les revenus tirés d'eux demeureront à l'hôpital également. De même, les biens meubles et immeubles du quêteur principal, puisqu'il est nourri par l'hôpital, demeureront à l'hôpital et seront distribués entre les chapelains et les pauvres. Les chapelains, le quêteur principal, les pèlerins et les bienfaiteurs prendront part aux messes, assemblées et autres offices divins célébrés et aux bienfaits accordés dans l'hôpital. [§ 19] Si l'aumônier et le gouverneur principal voient des biens utiles à l'usage et l'alimentation des chapelains, des pauvres, des quêteurs et des serviteurs

de l'hôpital, qu'ils les retranchent en vivres à l'usage des chapelains et des pauvres. [§ 20] Le fondateur se réserve à titre viager l'usufruit de sa maison située entre le terrain d'Alain le Boutemy et [la maison] du chapelain de l'hôpital qui, après son décès, sera à perpétuité à l'hôpital. Eudon le Bouteiller demande ensuite à l'évêque de Rennes d'approuver et ratifier la fondation de cette œuvre de charité, ce qui est fait le 13 décembre 1358.

Universis et singulis præsentis litteras seu præsens publicum instrumentum visuris et audituris, officialis Rhedonensis, salutem in Domino. Notum facimus nos, in auditorio nostro pro tribunali sedentes ad jura reddendum et causas ordinarias expediendum, quasdam duas litteras simul annexas¹⁶⁶, sanas et integras, non viciatas nec in aliqua earum parte suspectas, sed omnibus prorsus vitio et suspicione carentes, ut apparebat prima facie, coram notario publico et testibus infra scriptis, nobis ad præsentationem venerabilium virorum dominorum capituli ecclesiæ Rhedonensis exhibitas et præsentatas, recepisse, vidisse, tenuisse, et legi fecisse, quarum tenores successive sequuntur, de verbo ad verbum et sunt tales :

« Alma Mater Ecclesia exemplo ducta laudabili universis in regnis cœlestibus constitutis studiis honorare sollicitis et præconiis efferre non desistit. Illos tamen, ut dignis digna rependat potioribus, attollit insigniis dignitatum et præconiorum uberi retributione prosequitur, quos digniores agnoscit et commendat ingentior excellentia meritorum. Sic ergo Dei genitricem Mariam oportet diligentius extollere et mysticis muneribus eam convenit honorare, quoniam ipsius merita prælucida et salutaria ipsam Ecclesiam illustrarunt et virtutibus decorarunt ut mundum tenebris profugatis inter sanctos et electos [p. 2] in domo Dei irradiare videatur tanquam sydus inter stellas rutilans matutinum et in cœlestibus exaltata est super choros angelorum in throno patris sui regum diademate coronata, cujus unigenitus filius venturus est judicare vivos et mortuos in fine sæculi et singulis redditurus secundum opera sua tam reprobis quam electis ut recipiant secundum opera sua sine bona sine mala, illi cum diabolo poenam perpetuam et isti cum Christo gloriam sempiternam.

Adeoque ego Eudo le Bouteiller, presbiter Trecorensis dioecesis, præmissa sollicitè considerans et debita meditatione prælustrans, ad gloriam et exaltationem præcelsæ Dei genitricis Virginis Mariæ et catholicæ fidei, salutemque fidelium et in meorum ac omnium benefactorum remissionem peccatorum, herbergamentum meum, una cum pertinentiis ipsius universis, quod situm est in civitate Rhedonensi prope portam Aquariam, quod inibi pro quodam hospitali seu domo Dei fundanda acquisivi et ædificari jussi, Deo et gloriosa Virgini Maria, ejus matri, et ad laudem et honorem ipsius dedi, et in domum Dei seu hospitale facio et ordino in futurum, et illud herbergamentum ad usum capellanorum dicti hospitalis et pauperum deputo et assigno.

[I] Statuta vero et ordinationes dicti hospitalis sunt hæc et sequuntur.

[§ 1] Primo in dicto hospitali erunt duo capellani qui [p. 3] celebrabunt in dicto hospitali et divinum officium facient in eodem, videlicet unus ipsorum qualibet hebdomada vel septimana qualibet die ejusdem unam missam celebrabit et alius aliam missam in alia septimana qualibet die ejusdem, et aliud divinum officium competens in dicto hospitali facient dicti duo capellani quilibet in sua septimana tam pro vivis quam pro defunctis benefactoribus dicti hospitalis. Et si contingat alterum dictorum duorum capellanorum justo impedimento detineri, adeo quod in sua septimana seu

166. Le cahier comprend en effet la copie du vidimus de deux actes, d'une part (p. 1-15) des statuts de l'hôpital Saint-Yves, confirmés par Guillaume Poulard, évêque de Rennes (1358), et d'autre part (p. 15-19) d'un acte du 19 décembre 1471 sans lien avec Saint-Yves, qui ne fait pas ici l'objet d'une édition.

aliqua die ejusdem non potuerit prædictam missam celebrare seu aliud divinum officium facere, alius capellanus, ejus consocius juste non impeditus, prædictam missam et divinum officium faciet et celebrabit dicto impedimento durante. Et si ambos capellanos juste contingeret impediri (quod absit!), tunc hebdomadarius de prædicto officio per alium capellanum faciet deserviri competenter.

[§ 2] Item vacantibus dictis duabus capellaniis vel una earumdem dicti hospitalis per mortem vel alias, prior claustralis et eleemosinarius Sancti Melanii Rhedonensis qui pro tempore erunt, convocatis ad hoc desuper duobus recentioribus burgensibus villæ Rhedonensis, probis viris ac justis, quod conscientiæ dictorum prioris et eleemosinariii burgensiumque remanebunt super hoc obligatæ seu oneratæ coram Deo, convenient et se congregabunt citius quam poterunt commode in dicto hospitali pro deputando, constituendo et reponendo [p. 4] capellanos seu capellanum in dictis capellaniis seu capellania dicti hospitalis tunc vacantibus seu vacante, ut præfertur. Et habita super hoc inter ipsos priorem, eleemosinarium et dictos duos burgenses concordii deliberatione de personis seu persona idoneis seu idonea in dicto hospitali præficiendis seu præficienda, tunc dicti duo burgenses hic præsentabunt dictas duas personas seu personam idoneam venerabilibus viris capitulo Rhedonensi qui conferent et providebunt de dictis duabus capellaniis seu capellania personæ seu personis sibi præsentatis per dictos duos burgenses. Et ad præsentationem dictorum duorum burgensium prædicti venerabiles viri, dum casus emergerit, dabunt collationem præmissorum in futurum. Rursus unus dictorum capellano- rum erit principalis gubernator seu administrator dicti hospitalis, videlicet ille quem dicti prior et eleemosinarius ac dicti duo burgenses simul duxerint deputandum, constituendum, et ordinandum, qui gubernator ordinabit et disponet de iis quæ ad dictum hospitale erunt necessaria et affirmabit ea quæ fuerint affirmandæ, recipiet que recipienda [fuerint; et de expensis] factis per ipsum tam pro ipsis quam pro pauperibus et necessitatibus dicti hospitalis legitime computabit cum suo consocio per quamlibet septimanam, semel tamen in septimana. Et habebit dictus consocius dicti gubernatoris unam contrariam [p. 5] [percipiendam in] thronco et thesauro ipsorum capellanorum et pauperum dicti hospitalis. Et isti gubernatori exhibebunt reverentiam et obedientiam dictus ejus consocius necnon omnes familiares et habitantes in dicto hospitali, prout facit et debet facere unus[quisque frater] minor suo gardiano.

[§ 3] Item poterunt dicti eleemosinariii et dicti duo burgenses, [quantum] ad redditus, emolumenta et obventiones dicti hospitalis, de salario seu adventagio quod habebit seu habere debet dictus principalis gubernator ratione sui officii, ordinare et disponere ad eorum arbitrium et libitum voluntatis.

[§ 4] Item per hanc præsentem ordinationem tenebuntur et tenentur prædicti duo capellani residentiam facere personalem in manerio dicti hospitalis, nec poterunt dicti capellani alia beneficia seu officia ecclesiastica obtinere, nec de aliquibus officiis seu servitiis se aliquolibet onerare, nec alias capellantias seu beneficia ecclesiastica extra dictum hospitale deservire. Porro si contingat aliquem dictorum capellanorum esse rebellem tenendi dictas ordinationes seu constitutiones vel se regere inhonesteque vivere, videlicet luxuriam exercendo, ad taxillos seu ad pilam ludendo, tabernas frequentando, seu alia vitia majora vel consimilia committendo vel se reddere infidelem pauperibus dicti hospitalis, tunc dicti prior, eleemosinarius et burgenses, virtute hujusmodi [p. 6] ordinationis poterunt et possunt ipsum capellanum talia committentem privare dicta capellania et bonis dicti hospitalis et loco ipsius alium idoneum substituere quem dicti duo burgenses modo et forma supradictis præsentabunt dictis venerabilibus < viris > capitulo ad capellaniam eisdem præsentato loco privati per ipsos venerabile capitulum, ut præmittitur, conferendam. Ille vero cui aliqua dictarum capellaniarum conferetur, nisi fuerit in sacerdo-

tio constitutus, infra annum a tempore collationis sibi facta se faciet ad sacerdotium promoveri, justo tamen impedimento cessante absque eo quod ipse vel alius super hoc valeat deserviri. Alius vero capellanus presbiter remanens in dicto hospitali post decessum alterius vel alicujus privati levabit et percipiet tantum de redditibus et emolumentis ac bonis dicti hospitalis, quemadmodum si duo essent presbiteri, et deserviet seu deserviri faciet competenter de divinis in dicto hospitali quousque ipse habeat consocium in sacerdotio constitutum, et tunc consocio in sacerdotio constituto presbiteroque existente, ipsi ambo se regent et habebunt, ut superius est expressum, nec poterit aliquis ipsorum capellanorum a villa Rhedonensi se absentare etiam pro suis negotiis singularibus nec officium dicti hospitalis deserere, nisi cum licentia dicti eleemosinarii et necessitate urgenti, quam necessitatem idem abfuturus <e>xponet eidem eleemosinario qui, prout [p. 7] videbitur expedire, certum tempus præfiget dicto abfuturo, infra quod habeat reverti ad dictum hospitale, et servitium ipsius capellani durante absentia faciet idem capellanus in dicto hospitali per alium seu alios competenter de divino deservire.

[§ 5] Item præfati capellani induentur robis religiosis et clausis et de uno et eodem panno de quo providebit gubernator et erunt ad communes expensas in omnibus et ad eandem mensam sedebunt.

[§ 6] Item dictus gubernator distribuet per se vel per alium faciet distribui pauperibus, infirmis, quæstoribus et etiam servitoribus dicti hospitalis bona ejusdem sic et prout visum fuerit expediri, attentis facultatibus dicti hospitalis et pauperum ac aliorum necessitate.

[§ 7] Item præfatus gubernator et ejus consocius, si sit in villa, videbunt et prospicient quolibet mense semel ad minus quantum valuerint oblationes et alia emolumenta dicti hospitalis, et valorem ac numerum rediget idem gubernator in scriptis ad finem computandi de ipsis et aliis cum dictis eleemosinario et burgensibus. Qui quidem gubernator, cum præfatis eleemosinario et burgensibus seu aliquibus ipsorum qui circa hæc poterunt vacare, computabit quolibet anno, videlicet prima septimana post festum Omnium sanctorum dicti anni, in dicto hospitali, præsentem ejus consocio, de omnibus receptis et misiis per ipsum factis circa dictum hospitale et reliqua præstabit; et die computi prandebit dictus eleemosinarius [p. 8] cum uno vel dictis duobus burgensibus in manerio dicti hospitalis ad expensas dictorum capellanorum; et scient dictus eleemosinarius et burgenses ipsa die computi numerum [.....¹⁶⁷] et aliorum bonorum dicti hospitalis, quem numerum et copiam computi pænes se observabunt. Quæstæ vero dicti hospitalis et pro ipso fient tam per dictos capellanos seu alterum ipsorum quam per nuncios et firmarios quos præfatus gubernator super hoc ordinabit et constituet inter eos, seu tamen ad minus erit pro dicto hospitali unus specialis quæstor qui jurabit se fideliter habere circa dictas quæstas et legitimum computum reddere de quæstis per ipsum faciendis; et erit vestis dicti specialis quæstoris religiosa et clausa a parte anteriori; et faciet idem quæstor specialis dictas quæstas per anni circuitum et in locis sibi per dictum gubernatorem assignatis seu deputatis. Et habebit idem specialis quæstor expensas tam in dicto hospitali quam extra, faciendo tamen dictas quæstas super communitate dictarum quæstarum quas faciet; et ultra hoc, ut majorem adhibeat diligentiam in quæstis faciendis, habebit et percipiet idem quæstor specialis octavam partem omnium quæstarum quas ipse faciet, nec privabit dicto officio nisi subsit causa rationabilis, qua reperta contra ipsum dicti eleemosinarii et burgenses ac gubernator privabunt dicto officio et loco ipsius alium substituent et reponent subsequenter.

167. Le mot manquant (au génitif pluriel) doit être « *reddituum* », « *obventionum* », « *emolumentorum* », « *legatorum* » ou « *oblationum* » ou tout autre équivalent.

[II] Sequitur de iuribus, obventionibus [p. 9] et emolumentis qua et in quibus rebus habebunt et percipient præfati capellani, quemadmodum operarius quilibet dignus est mercede sua.

[§ 8] Per huiusmodi foundationem et ordinationem ordino et præcipio quod prædicti capellani, ut magis sint solertes et intenti circa divinum officium et commodum dicti hospitalis, habeant et percipiant medietatem omnium oblationum quæ offerrentur super altaria dictæ capellæ dicti hospitalis necnon quæstarum et aliarum obventionum, reddituum et legatorum tam in ultimis voluntatibus factorum quam alias et emolumentorum quorumcumque, exceptis denariis et obolis atque cibariis infirmis et pauperibus dicti hospitalis etiam singulariter supra lectos eorundem oblatis, in quibus nihil percipient capellani prædicti. Et si contigerit aliquas personas in suis ultimis voluntatibus libere vel alias donare ex sua devotione res aliquas seu petias ad lectum competentes et pertinentes prædicto hospitali, præfati capellani de dictis petiis seu rebus nihil percipient nec poterunt vindicare; [.....] dicti capellani habebunt duos solidos duntaxat, pro uno traversorio sex denarios, pro uno coopertorio forrato duos solidos, pro coopertorio non forrato ac simplici duodecim denarios, pro una sargia duos denarios, pro una [culcitra] picta sex denarios, pro [p. 10] uno auriculari sex denarios.

[§ 9] Item si contingat aliquam seu aliquas partes domorum dicti manerii locari pro grenariis seu alias quoquo modo, dicti capellani habebunt medietatem supra dictæ locationis.

[§ 10] Item constituo et ordino quod prædicti capellani et ut diligentius intendant circa commodum dicti hospitalis, etiam si contingat aliquem ipsorum facere quæstas in propria persona, ille qui quæstam fecerit percipiet et habebit octavam partem dictæ quæstæ et eam accipiet, dum eam attulerit seu deferre fecerit ad dictum hospitale in præsentia sui consocii; residuum vero dictæ quæstæ et omnium aliorum emolumentorum ad ipsum hospitale spectantium et ipsi oblatores percipietur mediatim, ita videlicet quod dicti capellani habebunt medietatem præterquam in iis quæ superius sunt exceptæ, pauperes vero dicti hospitalis aliam medietatem.

[§ 11] Item volo et præcipio quod, si dicti eleemosinarius et burgenses viderint et receperint per dictum computum, de quo superius est facta mentio, quod illa media pars, quæ est ad usum et sustentationem dictorum capellanorum deputata et ipsis assignata pro laboribus ipsorum, non valeat quolibet anno usque ad valorem et summam quadraginta florenorum auri et legitimi ponderis, dicti eleemosinarius et burgenses, qui dictum computum audierint, prædictam summam florenorum perficiant ipsis capellanis super quæstis et oblationibus dicti hospitalis, si tantum valere [p. 11] potuerint; et si contingat illam medietatem plus valere, volo et præcipio quod illud plus ipsis capellanis remaneat integrum et salvum.

[§ 12] Item per huiusmodi foundationem ordino et constituo quod servitores qui deservient in dicto hospitali solvantur de eorum salariis et super partem reputatam ad usum pauperum; quæstores vero solventur super communitate et generalitate quæstarum quas ipsi faciunt.

[§ 13] Item si contingat aliquas lites seu controversias oriri pro deffensione seu prosecutione iurium dicti hospitalis, prosequantur per dictum gubernatorem seu ejus consocium super communitate obventionum dicti hospitalis, cum consilio tamen dicti eleemosinarii.

[§ 14] Item reparaciones domorum capellæ dicti hospitalis, necnon si contingat aliquid inibi ædificari de novo, imaginesque insculptas seu gallice de taille vel picturas seu quodcumque aliud opus in dicto hospitali fieri pro commodo ejusdem, fient et reparabuntur super portione ad usum pauperum deputata.

[§ 15] Item volo et præcipio quod libri, calices, ornamenta ecclesiastica et campana ad dictum hospitale seu domum Dei pertinentia acquirantur de et super communibus redditibus, obventibus et emolumentis prædicti hospitalis.

[§ 16] Item omnia bona mobilia omnium decedentium peregrinorum et aliorum quorumcumque, quæ dicti decedentes in dicto hospitali habebant in sua possessione tempore sui decessus, erunt et remanebunt dicto hospitali.

[§ 17] Item omnia bona dictorum capellanorum [p. 12] separata a thesauro qui pro dictis capellaniis, ubicumque sint et ubicumque decesserint dicti capellani, factis prius eorum emendationibus et debitis persolutis adhuc, alio capellano remanente seu superstiti, ubicumque erunt et remanebunt post eorum decessum dicto hospitali.

[§ 18] Item omnia bona immobilia quæcumque tam per dictos capellanos seu eorum alterum quam alios pro ipsis quoquomodo acquisita, postquam capellani prædicti in dictis capellaniis fuerunt instituti et ad ipsas regendas et gubernandas deputati, redditusque et obventiones dictorum bonorum immobilium erunt et remanebunt dicto hospitali. De bonis vero dicti principalis quæstoris tam mobilibus quam immobilibus, cum in dicto hospitali de bonis ejus vita sua comite nutriatur, volo et præcipio quod remaneant et sint dicto hospitali quemadmodum de bonis dictorum capellanorum tam mobilibus quam immobilibus, prout superius est expressum seu etiam ordinatum. Quæ bona mobilia et immobilia distribuentur inter dictos capellanos et pauperes, prout superius est expressum. Præfati vero capellani et quæstor principalis necnon alii tam peregrini quam alii benefactores dicti hospitalis erunt ad hujusmodi fundamentum participes et consortes in missis, in concionibus et aliis divinis officiis et beneficiis quibuscumque quæ fient et celebrabuntur in prædicto [p. 13] hospitali.

[§ 19] Item volo et præcipio quod, si dicti eleemosinarius et gubernator principalis viderint quod in bonis dicti hospitalis sint aliqua bona utilia ad usum et sustentationem dictorum capellanorum, pauperum, quæstorum et servitorum dicti hospitalis et regimen ejusdem pro uno anno, quod illud superfluum amputent in aliquibus victualibus videlicet bladis vel aliis victualibus ad usum dictorum capellanorum et pauperum dicti hospitalis et aliorum pauperum quibus videant esse faciendis, convertendis, et maxime ut cariori annonæ et sterilitati, si qua eveniret in partibus (quod absit!) obveniant, quod dictorum eleemosinarii et gubernatoris dispositioni et discretionis relinquo.

[§ 20] Item domum seu habitationem meam sitam inter plateam Alani le Boutemy ex una parte et < plateam¹⁶⁸ > capellani dicti hospitalis ex altera, vita mihi comite reservo; et volo quod post decessum meum remaneat et applicetur communitati dicti hospitalis.

Quibus sic actis, ego præfatus Eudo, cupiens munus præfatum, quod devotus incepti, effectui mancipare et ad finem debitum perducere, ne videar aliquid imperfectum reliquisse, cum nihil videatur esse actum duntaxat, aliquid remaneat ad agendum tenore præsentis [p. 14] et devote esse ad præmissa humiliter et devote, ut præmissa ad perpetuam rei memoriam et effectum durabilem commendentur, reverendum meum in Christo patrem ac dominum dominum Guillelmum, Dei et Apostolicæ sedis gratia episcopum Rhedonensem, suppliciter exoro quatenus sui gratia et benegnitatem prædictam foundationem dicti hospitalis velit ratificare, laudare et approbare, et in præmissis et quolibet præmissorum simul decretum et assensum interponere, ut exinde devotio fidelium augeatur et eorum mentes ad opera charitatis facienda facilius inclinent. »

168. Ou « *domum* » ou encore tout autre équivalent (« *herbergamentum* », etc.).

Nos vero Guillelmus, permissione divina et Apostolica sedis gratia Rhedonensis episcopus, considerans præmissa, ad laudem et gloriam divini nominis et beatæ Mariæ Virginis, catholicæque fidei exaltationem et fidelium salutem, actibusque salutaribus et pietatis operibus, exposita fore et intentionem debita meditatione pensantes per præmissa eadem animas Deo posse lucrari divinum cultum augeri et remissionem delictorum obtineri [.....] et quod præ mentis est devotio amplectenda, ideo supplicationi dicti Eudonis, præmissorum fundatorio, et favorabiliter annuentes præmissam foundationem ipsius Eudonis, nunc tenore præsentium laudamus, ratificamus, approbamus et in præmissis omnibus et singulis [p. 15] decretum et assensum nostros interponimus, jure alio nostro salvo. In cujus rei testimonium, ad perpetuam memoriam, has præsentis sigilli nostri jussimus appensione muniri. Datum die jovis post festum Conceptionis beatæ Mariæ Virginis anno Domini 1358.

Annexe 3 – Tableau comparatif des cimetières d'hôpitaux fouillés

	Saint-Gérald à Limoges	Hôtel-Dieu le Comte à Troyes	Saint-Ladre à Reims	Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem d'Épinal	Sainte-Anne à Rennes
Vocation du site	Hôpital	Hôpital	Léproserie	Hôpital	Hôpital
Datation	XII ^e -XVII ^e s.	XII ^e -XIV ^e s.	XI ^e -XIV ^e s.	XII ^e -XVIII ^e s.	XIV ^e -XVI ^e s.
Année de fouille	1994	2004-2005 et 2006	2000	1999	2013
Nombre de sépultures	83	70	94	25	119
Nombre de sépultures fouillées	62 indivi- duelles 2 triples	54 indivi- duelles 6 doubles 10 multiples	94 indivi- duelles 27 individus remaniés	14 indivi- duelles 3 multiples	116 indivi- duelles 1 triple
Nombre d'individus	24 adultes 36 immatures 8 indétermi- nés	114 adultes 65 immatures	108 adultes 12 immatures	21 adultes 8 immatures	67 adultes 52 immatures
Sexe des individus	12 hommes 5 femmes 8 indétermi- nés	32 hommes 32 femmes 50 indétermi- nés	50 hommes 11 femmes 47 indétermi- nés	6 hommes 5 femmes 10 indétermi- nés	9 hommes 5 femmes 105 indétermi- nés
Direction des tombes	Ouest/Est	Ouest/Est ou Sud- Ouest/Nord- Est	Ouest/Est ou Sud- Ouest/Nord- Est	Sud-Ouest/ Nord-Est ou Ouest/Est Variable dans multiples	Nord-Ouest/ Sud-Est
Présence d'ossements remaniés	Non	1 réduction	2 dépôts secondaires. Réductions et os rema- niés	Non	Non
Type de tombes	1 cercueil 41 linceuls (+ cercueil parfois) 12 indétermi- nés	8 cercueils 64 linceuls	6 cercueils 27 linceuls	8 cercueils 5 linceuls 2 cercueils + linceuls 1 coffrage en grès	Linceuls (rares épingles)
Présence de maladies	4 pathologies remarquées à l'œil nu, sans identification	Maladies infectieuses, tumorales, métaboliques Trauma- tismes Stress ali- mentaire Caries	Maladies infectieuses Trauma- tismes Stress ali- mentaire Caries	Maladies métaboliques Trauma- tismes Stress ali- mentaire Caries	Pathologies dégénéra- tives Trauma- tismes Stress ali- mentaire Caries

(Données tirées de la thèse d'Hélène RÉVEILLAS (*Les hôpitaux et leurs morts...*, *op. cit.*), du mémoire de master 1 de Laure ZIEGLER (*La gestion de la mort...*, *op. cit.*) et du rapport de fouille de la place Sainte-Anne de 2013, *op. cit.*)

RÉSUMÉ

Les hôpitaux, à la fois établissement de soins, de charité et de piété, se développent à partir du ^{xii}e siècle, selon un phénomène que Michel Mollat a appelé « floraison hospitalière ». Ils se multiplient jusqu'au ^{xvi}e siècle, et ils évoluent en même temps que la société. Initialement créés et gérés par des autorités religieuses afin d'accueillir les malades, les pèlerins et les pauvres pour les soigner et les remettre dans le chemin de la vertu, ils passent petit à petit sous le giron de la bourgeoisie urbaine, voire des municipalités, au ^{xiv}e siècle. Les sources archivistiques et archéologiques nous permettent de reconstituer l'évolution du système hospitalier à Rennes et d'évoquer un aspect encore peu étudié, celui des décès au sein des hôpitaux.

ABSTRACT

Hospitals were simultaneously institutions that looked after health care, charity and piety. They expanded from the twelfth century, according to a phenomenon referred to as "the blossoming of hospitals" by Michel Mollat. They flourished until the sixteenth century, evolving along with the wider society. Originally created and managed by religious authorities to welcome the sick, pilgrims and the poor in order to heal them and bring them back to a virtuous path, they were slowly taken over by the urban bourgeoisie, even by municipalities, during the fourteenth century. We will show how the study of archival and archaeological sources can enable us to retrace the evolution of the hospital system in Rennes and analyse a little-investigated aspect, death within hospitals.